

Informationnsblat

N°118 -2013

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem



Commune de Sanem




Inhaltsverzeichnis

3	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 3 mai 2013
23	Gemeinderatssitzung Sanem vom 3. Mai 2013 Pumptrack-Piste und neuer Spielplatz in Beles
31	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 14 juin 2013
43	Gemeinderatssitzung Sanem vom 14. Juni 2013 Neugestaltung der rue Jean Anen in Zolwer

Impressum

Editeur responsable: Administration Communale de Sanem
B.p. 74 ■ L-4401 Belvaux ■ Tél. (00352) 59 30 75 - 1 ■ Fax (00352) 59 30 75 - 567
e-mail mail@sanem.lu ■ www.sanem.lu

Conception et réalisation: F ' C R E A T I O N S

Textes et photos: Secrétariat communal



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem

de la séance publique

du vendredi, 3 mai 2013

date de l'annonce publique:	26 avril 2013
date de la convocation des conseillers:	26 avril 2013
début:	14h30
fin:	19h10

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, M. Urbany Serge
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

néant

M. Urbany Serge n'a pas pris part au vote des points 10 à 21A1.
M. Engel Georges n'a pas pris part au vote des points 11 à 21A6.
M. Goelhausen Marco n'a pas pris part au vote des points 21A8 et 21A9.
M. Urbany Serge et M. Goelhausen Marco ont quitté la séance après le vote du point 34.
M. Schlessler Jean-Pierre n'a pas pris part au vote du point 45.

Premier votant:

M. Urbany Serge

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir ajouter le point suivant à l'ordre du jour:

21.a. Approbation de diverses modifications budgétaires

Vote unanime

Et de retirer de l'ordre du jour le point suivant:

22 Approbation d'une convention entre la Commune de Sanem et Monsieur Victor Sporrer concernant la location d'un appartement pour personnes âgées «Am Weiher I» à Sanem faisant partie du domaine communal

Vote unanime

Ordre du jour

1. Correspondance et Informations
2. Approbation des rapports de la séance du 4 mai, 21 mai, 18 juin, 20 juillet, 5 octobre, 16 novembre, 17 décembre, 21 décembre 2012

Vote unanime

PROJETS

3. Construction d'une piste Pumptrack et d'une nouvelle aire de jeux à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 495.000,- € (article budgétaire : 4/621/221313/12065)

Vote(s) positif(s): 9

Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine,

Abstention(s): 6

Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia, Urbany Serge

4. Réaménagement du carrefour rue de Niederkorn - rue d'Esch à Sanem pour l'aménagement d'une voie de tourne à gauche. Devis estimatif détaillé: 90.000,- € (article budgétaire: 4/624/221313/13041)

Vote unanime

5. Acquisition de jeux pour diverses aires de jeux. Devis estimatif détaillé : 85.000,- € (article budgétaire: 4/621/221313/12031)

Vote unanime

6. Mise en conformité de la Maison Relais pour enfants «Poarhaus» à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 75.000,- € (article budgétaire: 4/242/221311/13037)

Vote unanime

7. Acquisition de huit tentes pour les besoins du service des festivités. Devis estimatif détaillé: 32.000,- € et modification budgétaire: 4.000,- € (article budgétaire: 4/860/223100/12047)

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2013	Modification proposée	Crédit après modification
4/860/223100/12047	Acquisition de tentes	28.000,00	4.000,00 €	32.000,00

Vote(s) positif(s): 14 Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine,	Abstention(s): 1 Urbany Serge
--	----------------------------------

8. Réaménagement Chemin piétonnier Zolwerknapp. Devis estimatif détaillé: 15.000,- € (article budgétaire: 4/430/221313/12060)

Vote unanime

9. Aménagement d'un panneau d'information pour la zone d'activité «Im Kaep». Devis estimatif détaillé et modification budgétaire: 14.500,- € (article budgétaire: 4/470/221200/13050)

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2013	Modification proposée	Crédit après modification
4/470/221200/13050	Aménagement d'un panneau d'information pour la zone d'activité «Im Kaep»	0,00	14.500,00	14.500,00

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

10. Approbation du projet d'aménagement particulier - nouveau quartier - concernant des fonds sis à Sanem au lieu-dit «Gadderscheier»

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

11. Approbation d'un acte de vente signé entre les frères STRAUCH et l'Administration Communale de Sanem concernant l'acquisition d'un bâtiment à habitation situé à L-4487 Belvaux, 56, rue de Soleuvre au prix de 550.000,- € en faveur des frères STRAUCH

Vote unanime

12. Approbation d'un acte de vente avec les frères BAUSTERT concernant l'acquisition de deux parcelles de terrain sises à Soleuvre moyennant un prix de 192.500,- euros en faveur des frères BAUSTERT

Vote unanime

13. Approbation d'un acte de vente avec les consorts ANEN concernant l'acquisition de douze parcelles de terrain sises à Soleuvre moyennant un prix de 146.568,75 euros en faveur des consorts ANEN

Vote unanime



14. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la société anonyme «ETS. KUHN, ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS ET PRIVÉS, S.A.» concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre

Vote unanime

15. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la société anonyme «NIEDERFEELLEN S.A.» concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre

Vote unanime

16. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la société civile immobilière «S.F. SCI» concernant une parcelle de terrain sise à Belvaux

Vote unanime

17. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la communauté d'époux MAGNONI-FAVATA concernant deux parcelles de terrain à Belvaux

Vote unanime

18. Approbation d'un contrat de bail avec la communauté d'époux MAGNONI-FAVATA concernant la location de deux parcelles de terrain sises à Belvaux

Vote unanime

19. Approbation d'un avenant au contrat de bail contracté avec le sieur NICKELS concernant deux parcelles de terrain sises au lieu-dit «In Grossigt» à Sanem

Vote unanime

20. Approbation d'une convention de bail avec la Dexia Banque Internationale à Luxembourg concernant l'emplacement pour un guichet automatique de banque au Centre Intégré pour Personnes Âgées à Belvaux

Vote unanime

FINANCES

21. Renouvellement de la façade de la mairie à Belvaux. Modification budgétaire: 45.250,- €(article budgétaire: 4/120/221311/12001)

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2013	Modification proposée	Crédit après modification
4/120/221311/12001	Renouvellement de la façade de la mairie à Belvaux	400.000,00	45.250,00 €	445.250,00

Vote unanime

21.a. Approbation de diverses modifications budgétaires

	Article budgétaire	Libellé	Crédit Budget	Modification	Nouveau solde
1	2/242/744611/99003	Allocations de l'Etat Zolwer Kannerbuerg	1.338.000,00	19.000,00	1.357.000,00
subvention de la part du Ministère de la famille (100 %) pour une dépense non-prévue à l'article 3/242/608122/99006					
2	2/412/702200/99001	Vente de bois	10.000,00	8.500,00	18.500,00
adaptation au plan de gestion des forêts voté le 17.11.2012					
		Recettes Ordinaires	Total:	27.500,00	
3	3/120/614100/Z/99001	Assurance d'incendie	46.000,00	358,89	46.358,89
hausse non-prévue des frais d'assurance d'incendie					
4	3/120/615241/99001	Réception en faveur du personnel communal	48.000,00	8.000,00	56.000,00
présence plus élevée d'invités accompagnée d'une augmentation des frais de décoration					
5	3/242/608122/99006	Maison relais – Frais divers matériel de cuisine et autres Zolwer Kannerbuerg	8.000,00	19.000,00	27.000,00
remplacement d'urgence d'une plaque de cuisson					
6	3/410/612200/99002	Travaux d'entretien des infrastructures domaine forestier	80.000,00	9.850,00	89.850,00
adaptation au plan de gestion des forêts voté le 11.11.2012					
		Dépenses Ordinaires	Total:	37.208,89	
7	4/0630/222100/12044	Pose de conduite d'eau DN300 entre la rue de Soleuvre et la rue J. Battin	110.000,00	-100.000,00	10.000,00
retardement dans l'évolution du chantier					
8	4/322/221311/03001	Service d'incendie – Construction d'un nouveau local pour le service d'incendie de la commune de Sanem	0,00	8.154,68	8.154,68
réception tardive de factures					

	Article budgétaire	Libellé	Crédit Budget	Modification	Nouveau solde
9	4/612/211000/12026	Projets de logements à coût modéré	125.000,00	-25.000,00	100.000,00
	retardement dans l'évolution du projet de lotissement «terrains Horsmans»				
10	4/624/221313/09018	Voirie vicinale – Aménagement rue des Alliés à Belvaux	0,00	163.625,81	163.625,81
	crédit inscrit au budget inférieur au crédit demandé				
11	4/624/221313/99003	Réfection couche de roulement et trottoir dans différentes rues	0,00	90.000,00	90.000,00
	travaux non prévus dans la rue de Hussigny à Belvaux				
12	4/630/222100/11009	Conduite d'eau rue Belle-Vue Soleuvre	0,00	115.000,00	115.000,00
	augmentation des coûts: garantie d'accès pour les riverains travaux en plusieurs phases/mise à niveau des tiges après reprofilage de la route/réouverture des fouilles pour raccordements après pose des réseaux principaux/tranchées plus longues et plus difficiles à réaliser que prévu				
13	4/821/221311/11018	Terrains de sports – Remise en état vestiaires FC Ehlerange	0,00	150.000,00	150.000,00
	augmentation de la durée de chantier initialement estimé -> augmentation du coût de location des conteneurs et dépenses supplémentaires pour raccordement à la canalisation				
14	4/130/221311/99001	Acquisition d'immeubles bâtis	2.500.000,00	-450.000,00	2.050.000,00
	adaptation des crédits à l'évolution du timing des différentes acquisitions				
15	4/910/221100/99001	Acquisition terrain Ecole Belval Sud	0,00	35.953,86	35.953,86
	coût supplémentaire dû au retardement de l'emprunt				
		Dépenses Extraordinaires	Total:	-12.265,65	

21.a.1

Vote(s) positif(s): 9 Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine,	Abstention(s): 4 Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,
--	---

21.a.2

Vote(s) positif(s): 9	Abstention(s): 4
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine,	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,

21.a.3

Vote(s) positif(s): 10	Abstention(s): 4
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine, Urbany Serge	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,

21.a.4

Vote(s) positif(s): 10	Abstention(s): 4
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine, Urbany Serge	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,

21.a.5

Vote(s) positif(s): 10	Abstention(s): 4
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine, Urbany Serge	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,

21.a.6

Vote(s) positif(s): 10	Abstention(s): 4
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine, Urbany Serge	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,

21.a.7

Vote(s) positif(s): 11 Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine, Urbany Serge	Abstention(s): 4 Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,
---	---

21.a.8

Vote(s) positif(s): 10 Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine, Urbany Serge	Abstention(s): 4 Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,
---	---

21.a.9

Vote(s) positif(s): 10 Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine, Urbany Serge	Abstention(s): 4 Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,
---	---

21.a.10

Vote(s) positif(s): 11 Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine, Urbany Serge	Abstention(s): 4 Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,
---	---

21.a.11

Vote(s) positif(s): 11 Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine, Urbany Serge	Abstention(s): 4 Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,
---	---

21.a.12

Vote(s) positif(s): 11	Abstention(s): 4
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine, Urbany Serge	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,

21.a.13

Vote(s) positif(s): 11	Abstention(s): 4
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine, Urbany Serge	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,

21.a.14

aVote(s) positif(s): 11	Abstention(s): 4
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine, Urbany Serge	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,

21.a.15

Vote(s) positif(s): 11	Abstention(s): 4
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessler Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine, Urbany Serge	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia,

22. Approbation d'une convention entre la Commune de Sanem et Monsieur Victor Sporrer concernant la location d'un appartement pour personnes âgées «Am Weiher I» à Sanem faisant partie du domaine communal

Point reporté à une séance ultérieure

23. Approbation de la convention «Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (Club Senior)» conclue entre le Ministère de la Famille et de l'Intégration, les Communes de Bascharage, Differdange, Sanem et Pétange et l'association «Aide pour personnes âgées Prénzebiérg» pour l'année 2013

Vote unanime

24. Mise à disposition du Poarsall Soleuvre pour les besoins du Service de la Maison Relais -
- a. Remboursement des frais de rénovation en faveur de la Fabrique d'Eglise de Soleuvre

Vote unanime

- b. Modification budgétaire: 43.183,75 € (article budgétaire: 4/242/221311/13003)

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2013	Modification proposée	Crédit après modification
4/242/221311/13003	Rénovation Poarsall à Soleuvre pour les besoins du Service de la Maison Relais	0,00	43.183,75	43.183,75

Vote unanime

- c. Approbation d'un avenant au contrat de bail

LOYER

Dans le cadre de la rénovation des locaux de l'immeuble dénommé «Poarsall Zolver» sis à L-4463 Soleuvre 14, rue Prince Jean, la Fabrique d'Eglise de Soleuvre a réalisé des travaux pour un montant total de 43.183,75 € dont 24.510,22 € (subventionables à raison de 50 % par le Ministère de la Famille) pour les seuls besoins de la Maison Relais. Il a été convenu, de commun accord entre les parties que l'Administration communale de Sanem remboursera également la part à charge de la Fabrique d'Eglise de Soleuvre, soit un montant de 18.673,53 €. En contrepartie la Fabrique d'Eglise de Soleuvre renonce au paiement du loyer de 500 € pour une durée de 37 mois qui prend cours le 1^{er} juillet 2013 et se terminera le 31 juillet 2016.

Les autres dispositions au contrat restent inchangées. Le présent avenant et le bail forment l'expression finale et complète du contrat entre les parties.

Vote unanime

25. Centre de Rencontre, d'Information et d'Animation pour Jeunes:
Approbation d'un subside de 7.487,60 euros à accorder à l'asbl Jugendtreff SABA concernant l'acquisition d'une nouvelle camionnette et modification budgétaire (article budgétaire 4/250/223210/13049)

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2013	Modification proposée	Crédit après modification
4/250/223210/13049	Acquisition d'un mini-bus	0,00	7.487,60	7.487,60

Vote unanime

26. Approbation de divers subsides

Nom	Objet	Montant accordé l'année précédente	Montant accordé
La Main Tendue	Cotisation 2013	100,00 €	100,00 €
Lëtzebuenger Blannevereenegung	Subside	100,00 €	100,00 €
Interesseveraän Eilereng	Villes et villages fleuris 2012	450,00 €	450,00 €
Entente des Gestionnaires des Maisons de Jeunes	20 ^{ème} anniversaire	/	100,00 €
Fédération des Sapeurs-Pompiers Canton d'Esch Section Jeunes Pompiers	8 ^{ème} camp national du 2 au 7.9.2013	/	100,00 €

Vote unanime

27. Approbation de décomptes

Article	Libellé	Devis	Dépenses
4/0740/2123/002	Réservoir Zolwerknapp - Instandsetzung Schieberkammer und Lüftung	56.000,00	28 405,36
4/0134/2123/016	Construction d'une plateforme dans l'atelier	27.000,00	26 646,94
4/0720/2163/008	Aire de repos - Rëtschgrëndchen	81.000,00	58 821,22
4/0730/2241/001	Borne publique de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables devant la mairie	23.000,00	15 134,06
4/0733/2143/051	Assainissement dans la Cité Schmiedenacht à Sanem	132.000,00	132 343,01
4/0740/2143/100	Pose de gaines de réserve pour les raccordements privés à la conduite d'eau dans la rue d'Esch à Ehlerange	40.000,00	41 904,34
4/0833/2123/007	Rénovation ancien hall sportif - piscine mise en conformité	3.185.000,00 – 805.000,00 = 2.380.000,00	2.375.293,15
4/0833/2123/021	Remplacement de 3 coupoles au hall de tennis	170.000,00	154 571,62

Vote unanime

DIVERS

28. Avis du conseil communal relatif au concept de mobilité Belval «Mobilitätsstrategie für den Umweltverbund für den Standort Belval»

Vu le courrier de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures du 24 mai 2012 au sujet du concept de mobilité Belval («Mobilitätsstrategie für den Umweltverbund für den Standort Belval»), aux termes duquel Monsieur Wiseler demande aux communes concernées de valider officiellement le concept de mobilité et d'approuver la mise en place d'un monitoring avec l'assistance de tous les acteurs impliqués;

Vu le concept de mobilité Belval présenté en date du 22 avril 2013 aux membres du conseil communal par Monsieur Fernand Heischbourg, responsable du département Service technique-Projets;

Vu la prise de position du 29 avril 2013 de Madame Patricia Speck-Braun (DP);

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins et après en avoir délibéré conformément à la loi;

décide

de valider officiellement le concept de mobilité Belval et d'approuver la mise en place d'un monitoring avec l'assistance de tous les acteurs impliqués.

Vote(s) positif(s): 11	Vote(s) négatif(s): 1	Abstention(s): 3
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Schlessier Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine, Urbany Serge	Speck-Braun Patricia	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine

29. Approbation du règlement communal de police concernant les bois, parcs et espaces verts

Point reporté à une séance ultérieure

Les membres du conseil communal sont invités à remettre leurs propositions d'adaptation au règlement dans les meilleurs délais.

Vote unanime

30. Approbation du règlement communal concernant les cours des écoles, les aires de jeux, les zones de détente et les terrains et installations de sport

Point reporté à une séance ultérieure

Les membres du conseil communal sont invités à remettre leurs propositions d'adaptation au règlement dans les meilleurs délais.

Vote unanime

31. Déclaration d'intention concernant les champs électromagnétiques de la téléphonie mobile

Considérant que

- dans le cadre de l'installation de nouvelles antennes relais pour la télécommunication interactive, les citoyens sont souvent préoccupés par l'exposition aux champs électromagnétiques,
- dans ce contexte, les citoyens cherchent à dialoguer en premier lieu avec leurs communes, alors que celles-ci n'ont pas de compétence en matière de régulation des ondes électromagnétiques,
- des effets négatifs sur la santé ne peuvent actuellement pas être exclus avec certitude, étant donné que le développement récent des technologies en question ne permet pas de disposer de connaissances suffisantes au sujet de l'action à long terme sur l'organisme humain,
- la multiplication d'antennes peut avoir un impact non négligeable sur la qualité du paysage urbain;

la commune de Sanem se déclare favorable

- à la détermination, par des méthodes scientifiques, de l'exposition de ses citoyens aux champs électromagnétiques,
- à la réduction des champs électromagnétiques au strict minimum et à la préservation d'un urbanisme de qualité, sans empêcher le bon fonctionnement de la télécommunication interactive,
- à la concertation avec le citoyen et à l'information objective et transparente du public,

s'engage, à cette fin, en faveur

- de la réalisation et de l'actualisation régulière d'un inventaire, notamment sous forme de cartographie,
- du cumul des champs électromagnétiques, selon une méthode uniformisée,
- de la vérification, par calcul, des effets de nouvelles antennes sur le cumul des champs électromagnétiques et de l'analyse de l'intégration urbanistique, avant toute nouvelle implantation et mise en service,
- de la limitation de l'intensité des champs électromagnétiques cumulés à 3 V/m dans l'espace public,
- de la réalisation de mesures de contrôle systématiques ou sur demande, ainsi que de leur publication,
- de l'optimisation du dialogue avec les opérateurs à travers des conventions ou réglementations adéquates,
- d'une démarche harmonisée au niveau national,

et demande donc

- aux opérateurs de rejoindre la commune dans sa démarche, en coopérant avec celle-ci au sujet notamment de l'intégration harmonieuse des antennes dans le paysage urbain, de la vérification préalable que les rayonnements additionnels évitent une concentration ponctuelle des champs électromagnétiques, de la prise en compte des sensibilités des quartiers dont la commune a la meilleure connaissance, de l'inventaire respectivement des mesures des champs électromagnétiques et de leur publication,

- au gouvernement et aux ministères compétents de soutenir la commune dans sa démarche, voire de créer le cadre légal garantissant vis-à-vis des communes et de leurs citoyens une planification des réseaux d'antennes et une connaissance des champs électromagnétiques transparentes.

Vote unanime

32. Centre de Rencontre, d'Information et d'Animation pour Jeunes:
a. Approbation du décompte 2012

Vote unanime

- b. Approbation du budget 2013

Vote unanime

- c. Approbation de la convention «Services pour Jeunes»

Vote unanime

33.
a. **Résiliation avec effet immédiat de la convention réglant les relations entre Objectif Plein Emploi asbl et l'Administration communale de Sanem**
b. **Prise de décisions nécessaires pour assurer une continuation des activités du Centre d'Initiative et de Gestion Local Sanem asbl**

Le Conseil communal,

Vu la convention réglant les relations entre Objectif Plein Emploi asbl (OPE) et l'Administration communale de Sanem signée en date du 17 septembre 2008 et approuvée par le conseil communal le 15 décembre 2008;

Vu l'approbation en date du 17 décembre 2012 par le conseil communal du budget 2013 et du Plan d'action local pour l'exercice 2013 du Centre d'Initiative et de Gestion Local Sanem CIGL Sanem – réseau OPE) libérant une mise communale à hauteur de 261.122,49 euros dont la moitié de la somme a déjà été versée à OPE afin de couvrir les six premiers mois de l'année;

Vu que depuis des mois la situation financière auprès d'OPE ne vient de s'aggraver, suite à un audit qui portait sur les années 2005 à 2010 et qui estimait un différentiel de plus de quatre millions d'euros entre le Ministère du Travail et de l'Emploi et l'asbl OPE;

Vu que la situation s'aggravait à tel point qu'en date du 13 mars 2013 un plan social a dû être établi, lequel prévoyait entre autres le licenciement de 52 salariés;

Vu que la situation actuelle de l'association Objectif Plein Emploi asbl ne permet que de conclure que OPE n'arrive plus à remplir ses engagements vis-à-vis de ses partenaires et qu'il y a même eu une infraction à l'article 2 de la prédite convention à savoir que OPE n'a pas géré le budget global en bon père de famille;

Vu l'entrevue en date du 18 avril 2013 entre les membres du conseil d'administration de OPE et des représentants des communes conventionnées, lors de laquelle les membres du conseil d'administration d'OPE ont refusé de faire une ouverture satisfaisante aux communes conventionnées pour participer à la gestion de l'association – communes qui contribuent pourtant à côté du Ministère du Travail et de l'Emploi au financement d'OPE;

Vu l'entrevue en date du 19 avril 2013 entre le président du CIGL Sanem et le collège échevinal lors de laquelle le collège échevinal a retenu entre autres les décisions suivantes:

1. De préparer la résiliation de la convention avec l'asbl Objectif Plein Emploi
2. De mettre tout en œuvre pour faire continuer la structure locale
3. D'inviter ainsi le conseil communal à approuver une collaboration directe entre le CIGL Sanem, le Ministère du Travail et de l'Emploi et la commune
4. D'inviter le conseil communal à approuver la reprise de l'agente de développement locale par le CIGL (engagée actuellement par OPE) afin de pouvoir assurer la gestion quotidienne du CIGL local;

Vu la séance du conseil d'administration du CIGL Sanem asbl en date du 23 avril 2013 lors de laquelle il a été décidé de mettre fin à la collaboration avec OPE et d'envisager une convention directe avec le Ministère du Travail et de l'Emploi;

Vu le communiqué du 25 avril 2013 du ministre du Travail et de l'Emploi, Nicolas Schmit, informant le public que suite à une entrevue avec des représentants du conseil d'administration et de la direction de l'association Objectif plein emploi (OPE) et qu'au vu de la situation actuelle d'OPE, que ce soit sur le plan financier ou de gestion du réseau, la décision a été prise de cesser toutes les relations avec le centre de ressources d'OPE avec effet immédiat;

Vu que les premiers contacts entre le Ministère du Travail et de l'Emploi et le CIGL Sanem ont déjà eu lieu concernant une subvention directe de la part du ministère au CIGL local;

Vu que les subventions étatiques et communales parvenaient jusqu'alors au CIGL Sanem via l'asbl OPE et que le risque est quasi certain qu'OPE n'est plus en mesure à partir du mois de mai de transférer les fonds nécessaires au CIGL local;

Vu que le CIGL Sanem asbl court ainsi le risque de ne plus disposer de suffisamment de ressources financières pour procéder au paiement des charges courantes (salaires, cotisations, frais de fonctionnement);

Vu qu'après tout il est indiqué de rappeler les objectifs du CIGL Sanem asbl et son lien étroit avec la Commune de Sanem qui soutient l'initiative et l'encourage, à savoir:

Art. 4. L'objet social de l'association est la création, le développement et la promotion d'une nouvelle approche socio-économique. Elle se base essentiellement sur un développement de synergies entre les différents acteurs socio-économiques sur le plan local et régional.

Art. 5. Les actions et projets de l'association viseront la création d'un environnement favorable à l'emploi, par la création et le maintien d'emplois et le développement de nouveaux secteurs d'activité.

Art. 6. L'association se propose de collaborer étroitement avec les différents organismes publics ou privés, actifs en matière d'emploi et de formation, afin de créer un cadre propice aux objectifs poursuivis.

ainsi que de rappeler que l'association offre actuellement un emploi encadré et limité dans le temps à 17 personnes sans emploi difficilement intégrables sur le premier marché de l'emploi et dispose de 5 ETP sous contrat à durée indéterminée;

Vu qu'il y a également lieu de rappeler que l'agent de développement local chargé de la gestion quotidienne du CIGL Sanem asbl est en fait une salariée d'OPE qui va probablement perdre son emploi auprès d'OPE dans les semaines à venir;

Vu que les services essentiels pour le fonctionnement du CIGL local à savoir la gestion de la comptabilité, le calcul des salaires et le support informatique ont jusqu'alors été fournis par OPE et que cette prestation de service va probablement cesser dans les semaines à venir;

Vu que OPE n'a pas encore procédé par un versement ni en faveur de la commune ni en faveur du CIGL Sanem asbl au remboursement du solde de la mise communale relatives aux exercices 2009 à 2012 estimé à plus de 90.000,- euros;

Après en avoir délibéré conformément à la loi

Décide

- de résilier avec effet immédiat la convention réglant les relations entre Objectif Plein Emploi asbl et l'Administration communale de Sanem du 17 septembre 2008
- de demander à Objectif Plein Emploi asbl le remboursement au CIGL Sanem asbl des soldes de la mise communale relatives aux exercices 2009 à 2012
- de s'exprimer en faveur d'une continuation de la structure locale CIGL Sanem asbl tout en conservant les liens étroits avec la Commune de Sanem
- de rester ouvert à toute proposition au niveau d'une nouvelle collaboration entre différents acteurs dans ce domaine
- d'inviter le CIGL Sanem asbl et le collège échevinal à entamer les négociations avec le Ministre du Travail et de l'Emploi concernant l'établissement d'une nouvelle convention entre les trois parties
- d'autoriser le collège échevinal à subvenir en cas d'urgence au manque de ressources financières du CIGL Sanem pour suppléer au paiement des charges courantes (salaires, cotisations, frais de fonctionnement) et ce par affectation des dépenses à l'article 3/260/648211/99002 et ce jusqu'à concurrence des crédits inscrit au budget communal
- de conforter le conseil d'administration du CIGL Sanem asbl dans sa décision pour procéder à l'engagement par le CIGL Sanem de l'agent de développement local actuellement en charge de la gestion quotidienne du CIGL Sanem asbl et ce sous forme d'un contrat à durée indéterminée et aux conditions à élaborer et de garantir au CIGL Sanem asbl les conséquences financières qui peuvent éventuellement se produire en cas de cession des activités de l'asbl locale

Vote unanime

34. Statuts

Comité d'organisation des festivités du centenaire du Vélo-Club Le Guidon Belvaux asbl

Vote unanime

35. Modification de la composition des commissions consultatives

Démission(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité Parti / Association
1	Troisième Âge	facultative	S	Thinnes Pierre	L-4487 Belvaux	suppléant	LSAP
2	Environnement	facultative	E	Arendt Patrizia	L-4990 Sanem	membre	déi Lénk
3	Egalité des chances	facultative	E	Biver Steve	L-4985 Sanem	membre	déi Lénk

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité Parti / Association
1	Troisième Âge	facultative	E	Thinnes Pierre	L-4487 Belvaux	membre	LSAP
2	Troisième Âge	facultative	S	Kreff Julien	L-4490 Belvaux	suppléant	LSAP
3	Environnement	facultative	E	Biver Steve	L-4985 Sanem	membre	déi Lénk
4	Egalité des chances	facultative	E	Costanzi Mirka	L-4439 Soleuvre	membre	déi Lénk

Vote unanime

36. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins

- a. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de construction d'une résidence (livraison béton, matériaux) effectués par l'entreprise Maçonlux sàrl dans la rue de la Fontaine à Sanem pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 15 mars 2013;
- b. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de construction d'une résidence au 168 rue Metzlerlach à Soleuvre par l'entreprise Albert Construction pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 8 avril 2013;
- c. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de raccordement au réseau des P&T et Creos de la maison relais Chemin Rouge dans le Geessewee à Belvaux par l'entreprise Weyland Bau pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 22 avril 2013;
- d. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement du réseau des P&T dans la rue de Differdange à Soleuvre par l'entreprise Bonaria et frères pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 26 avril 2013;

- e. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant la prolongation des travaux de confection d'une fouille par l'entreprise Contente Construction pour le raccordement de la canalisation et de la conduite d'eau potable de la résidence rue Albert Einstein à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 29 avril 2013;
- f. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux effectués pour le compte des P&T par l'entreprise Lisé et fils, dans la rue de Soleuvre à Belvaux pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 29 avril 2013;

Vote unanime

37. Questions et divers

Question introduite par Madame Patricia Speck-Braun (DP):

A l'attention du collège
des bourgmestre et échevins
de la commune de Sanem

Objet: Personnel communal

La fraction du parti démocratique par l'entremise de la conseillère communale Patricia Speck-Braun, étonnée du départ de personnes qui occupent depuis de nombreuses années des postes clé auprès des services de la commune de Sanem, désirerait être informée sur les raisons et motifs qui poussent ces fonctionnaires à muter vers d'autres communes, respectivement à convoiter un emploi auprès d'une autre institution, voire même une mise à la retraite anticipée.

D'après des rumeurs qui courent, leur façon d'agir serait due au climat malsain et au favoritisme qui règne dans les rangs du Conseil échevinal, provoquant jalousie et traumatisme. Ces personnes qui durant de longues années ont assumé leur travail avec ferveur, zèle et enthousiasme n'osent même pas formuler de doléances aux dirigeants communaux par peur de risquer un blâme, une mutation vers un service de moindre importance ou même pire.

Pourquoi effectuer des changements de personnel auprès d'un service, prenons par exemple celui des finances, qui, durant de longues années, a fait preuve d'un travail en commun exemplaire? Deux personnes y affectées ont eu le courage de formuler une demande de mutation vers d'autres communes, où elles ont été engagées de suite au vu des excellents résultats obtenus lors de plusieurs tests d'embauchage.

Il ne s'agit là que d'un seul cas parmi tant d'autres. Les prestations envers les citoyens se dégradent. La mauvaise gestion du personnel pratiquée par les responsables communaux qui semblent se plaire dans leur absolutisme, en sont l'origine. Le désordre règne dans beaucoup de domaines.

Réponse du collège échevinal:

De Schäfferot ass bestierzt an traureg iwwert di Form vun dësem Brëif. Wann een hei Behauptunge wéi «favoritisme», «le collège échevinal provoquant jalousie et traumatisme», «peur de risquer un blâme», «les prestations envers les citoyens se dégradent», «mauvaise gestion», «les responsables communaux qui semblent se plaire dans leur absolutisme», «le désordre règne dans beaucoup de domaines» liest, stellt sech de Schäfferot d'Fro un wéi eng Gemeng dat soll adresséiert sinn, well dat wat hei steet ass

absolut zeréckzeweisen. De Schännerot fénnt et net gutt wann ee mat Ënnerstellungen a Rumeuren an engem offiziellen Dokument hantéiert. Mee dat diskreditéiert net de Schännerot mee d'Gemengeconseilljee selwer. Wann een dat sou schreift a sech op Rumeure baséiert ouni ze wëssen ob dat wierklech sou ass, muss een déi Responsabilitéit als Gemengeconseilljee an och als Partei dann och selwer huelen.

D'Erklärung wéi d'Situatioun war ass folgend:

Mir hunn eng Gemeng di an de leschte Joere ganz vill gewuess ass, di ganz vill Erausforderungen huet an déi dann och seng Aarbechtsweisen zum Deel iwwerdenken, nei strukturéieren an dann och eventuell eppes un der Aarbechtsweis ëmännere muss. Et sinn eng ganz Rei vu Moosname geholl ginn, wou d'Charge de travail vun deenen eenzelne Leit analyséiert gouf a verschiddeenen dann och Aarbecht bäigi gouf well de Schännerot fonnt huet dass nach Sputt no uewe wier an dass deen een oder aneren nach verschidde Aarbechten matmaache kann. An dat och ëmmer mam Gedanken dass een net einfach nei Leit astellt fir nei Aarbechten, vu dass dat och ëmmer rëm e Kritikpunkt war am Budget, och vun der DP, dass de Schännerot géif de Budget spreng mat de Personalausgaben. Dofir huet de Schännerot effektiv probéiert di Aarbechtskapazität di do ass méi rationell auszenotzen.

Am Kader vun der Reorganisatioun vum Service Financier (dee vun der Recette getrennt muss sinn an och nach ëmmer war; an d'Recette ass en Service à part deen och just Recette-Aarbecht soll maachen) ass elo d'Facturatioun aus der Recette erausgeholl ginn, och fir da gesetzeskonform ze sinn. Dofir ass decidéiert ginn déi ganz Finanzen, also d'Compta, d'Facturatioun an d'Recette nei ze organiséieren. Et ass also lo e grouse Volet Service Financier geschaf ginn an deem d'Compta an d'Facturatioun zesummengeluecht goufen. Fir déi 2 Persounen di lo demissionéiert hunn, hätt sech fir di eng Persoun absolut näischt un der Aarbechtsart- a weis geännert a si wier op hirem Posten als Chef de Service bliwwen. Di zweet Persoun hätt keng Mandate méi geschriwwen mee an der Recette Buchunge gemaach, wat eng similär Aarbecht ass. Et ass jo och en Ënnerscheid wann ee vun der Compta an d'Recette kënnt ewéi zum Beispill vun der Compta an den Umeldebüro, wou een den Désaccord nach kéint novollzéie well et eng komplett aner Aarbecht ass. Mee an dësem Fall war den Transfert fir de Schännerot absolut kompatibel well et eng ähnlech Aarbecht ass. Heiansdo muss een e Service och kënne reorganiséieren hormis vun deene Persounen déi do sinn an dat wollt de Schännerot hei maachen. An dat alles am Interêt vun der Gemeng a vun de Matbierger. All d'Iwwerleeunge waren an dës Richtung gaangen an de Schännerot ass der Meenung dass en hei kee Feeler gemaach huet déi di Termë vun «jalousie», «traumatisme», «favoritisme», «absolutisme» rechtfertegen géif.

De Schännerot ass allerdings der Meenung dass dës Affaire keng ass fir virun der Presse a virun der Ëffentlechkeet ze diskutéieren a verweist op d'Séance à huis clos fir weider Informatiounen.

SEANCE A HUIS CLOS

OFFICE SOCIAL

38. Approbation du conseil communal de décisions du conseil d'administration de l'office social de Sanem

Vote unanime

PERSONNEL - ADMINISTRATION

39. Nomination définitive de la dame DUSCHENE Tamara au poste de rédacteur auprès de l'administration communale à partir du 1^{er} mai 2013

Nomination définitive accordée.

40. Promotion de la dame SCHÜSSLER épouse DOMP Diane au poste d'ingénieur technicien inspecteur principal premier en rang, grade 13, à partir du 1^{er} février 2013

Promotion accordée.

41. Démission de la dame SCHMITZ épouse FORETTE Marianne, inspecteur principal, à partir du 1^{er} juillet 2013

Démission accordée.

42. Démission du sieur ZEPPONI Giuliano, rédacteur, à partir du 1^{er} juillet 2013

Démission accordée.

43. Nomination d'un rédacteur m/f à plein temps sous le statut du fonctionnaire communal

Est nommé(e):
Di Stefano Dominique

44. Nomination d'un rédacteur m/f à plein temps sous le statut du fonctionnaire communal

Est nommé(e):
Muller Christiane

PERSONNEL - RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP

45. Nomination d'un salarié (m/f) à plein-temps et à durée indéterminée pour le secrétariat du CIPA «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière PA4

Est nommée:
Schlesser-Emeringer Simone



Gemeinderatssitzung Sanem vom 3. Mai 2013

Pumptrack-Piste und neuer Spielplatz in Beles

In der heutigen Gemeinderatssitzung am 3. Mai 2013 hatten die Räte insgesamt 45 Punkte auf der Tagesordnung. Die größte Aufmerksamkeit zogen dabei der Bau einer Pumptrack-Piste in Beles, einige budgetäre Modifikationen und die Mobilitätsstrategie Belval auf sich.

BELES

Zu Beginn der öffentlichen Sitzung bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) der Tagesordnung einen zusätzlichen Punkt hinzuzufügen. Hierbei handelte es sich um eine Reihe von Haushaltsabänderungen die nötig wurden, da im Kader der Budgetaufstellung im vergangenen Jahr einiges nicht vorhersehbar war oder versäumt worden war. Außerdem wurde ein Punkt betreffend der Vermietung einer Wohnung für ältere Mitbürger verschoben, weil die Konvention diesbezüglich nochmal überarbeitet werden muss.

Beim ersten Tagesordnungspunkt informierte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die Räte über die neue moderne Arbeitsweise des Gemeinderates. Erstmals verfügen alle Gemeinderäte über einen Laptop, der ihnen in den vergangenen Wochen zugestellt wurde. Außerdem erhielt jedes Ratsmitglied eine eigene Email-Adresse, an die ebenfalls die Einberufung zur heutigen Sitzung geschickt worden war. Den Dokumentenordner zur aktuellen Sitzung gibt es ab der nächsten Sitzung nur noch in digitaler Form. Auch wenn diese Veränderung zu Beginn gewöhnungsbedürftig sein wird, bringt die neue Arbeitsweise ebenso einige Vorteile mit sich. Somit kann man unter anderem alle Dokumente sowie Pläne in

guter Qualität vor sich auf dem Bildschirm sehen und zum Beispiel in den jeweiligen Fraktionssitzungen die Dossiers über einen Beamer zeigen. Für alle weiteren Fragen und Verbesserungsvorschläge können sich die Gemeinderäte an das Sekretariat wenden.

PUMPTRACK-ANLAGE UND SPIELPLATZ IN BELES GESTIMMT

Der erste Kostenvoranschlag der heutigen Sitzung bezüglich des Baus einer Pumptrack-Piste bei der Beles-Post Schule sorgte für einige Diskussionen. Bürgermeister Georges Engel erinnerte, dass dieses Projekt bereits im Juli 2011 auf der Tagesordnung stand, damals allerdings verschoben wurde, da man alle Betroffenen (Lehrpersonal und Elternvereinigung der Schule) noch umfangreicher mit einbeziehen wollte.

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) gab anschließend gemeinsam mit Pierrot Hohnekamp (Verantwortlicher im technischen Dienst für Grünanlagen und Spielplätze der Gemeinde) und Fabian Vollrath (Vertreter der Firma Pumptracks GmbH aus der Schweiz) alle nötigen Details zur geplanten Pumptrack-Piste und zum dazugehörigen Spielplatz inklusive eines kleinen Amphitheaters hinter dem Pausenhof der Beles-Post Schule.

Eine Pumptrack-Piste ist mindestens 1m breit und besteht aus Wellen und Kurven, die so angelegt sind, dass man nicht zu treten braucht. Der Schwung wird durch Gewichtsverlagerung, geschickte Bewegungen sowie Ausnützen der Wellen und Anliegerkurven generiert. Eine Pumptrack kann von Anfängern wie auch von Fortgeschrittenen in jedem Alter mit einem normalen Mountainbike befahren werden. Der Schwierigkeitsgrad wird vor allem über die Geschwindigkeit definiert.



Hinter der Beles-Post Schule entsteht eine Pumptrack-Anlage und ein neuer Spielplatz

Da das Tempo erst mit zunehmendem Können gesteigert wird, gilt eine Pumptrack als eine sehr sichere Mountainbike-Anlage. Eine Pumptrack wird nur für einige Minuten befahren, da die körperliche Anstrengung nicht unerheblich ist. Die Pausen dazwischen begünstigen demnach die zwischenmenschliche Kommunikation.

Das ganze Projekt gliedert sich nicht nur reibungslos in das von den Gemeindeverantwortlichen angestrebte Konzept der kurzen Wege ein, sondern fördert zudem die soziale Kohäsion im Zentrum der Ortschaft Beles. Die gesamte Anlage wird also zu einem sozialen Treffpunkt für Jung und Alt, wobei die neben der sportlichen Betätigung die Pumptrack-Piste auch als Zuschauerattraktion fungiert, und der Spielplatz sich ideal zum Herumtoben für Kinder eignet. Die gesamte Anlage wird also ein familienfreundlicher, grüner Ort der Begegnung inmitten von Beles.

Vor der eigentlichen Abstimmung über den Kostenvoranschlag in Höhe von 495.000 € stieß das Projekt auf einigen Widerstand im Gemeinderat. So wies DP-Rätin Patricia Speck-Braun auf den falschen Zeitpunkt für ein solches Projekt und auf die Geräuschkulisse der Anlage hin, durch die sich die Anwohner belästigt fühlen könnten. Daraufhin konnte Fabian Vollrath diese Bedenken beruhigen indem er erklärte, dass der Lärmpegel bei einer Pumptrack wie bei einem normalen Fahrradweg

wesentlich niedriger sei wie zum Beispiel einer Skateboard-Anlage und verwies darauf, dass erfahrungsgemäß bislang keine beträchtlichen Ruhestörungen vorkamen.

Von Seiten der CSV kam die Kritik von Fraktionssprecherin Nathalie Morgenthaler bezüglich des Standortes und des Kostenpunktes. Das jetzige Projekt sei schon wesentlich sympathischer als die erste Vorlage aus dem Jahre 2011, dennoch sei es noch immer zu teuer. Außerdem warnte sie vor den hohen Nachfolgekosten der Anlage und beanstandete die Standortwahl, da laut CSV-Fraktion die Pumptrack besser im neuen Viertel Belval angelegt sei. Aus diesen Gründen würde sich ihre Fraktion bei der Abstimmung enthalten.

Déi Lénk-Rat Serge Urbany kündigte ebenfalls seine Enthaltung an, da seines Erachtens nach die Gemeinde über genügend Radsportmöglichkeiten verfüge und deshalb diese Anlage nicht die richtige Prioritätensetzung darstelle.

Jos Piscitelli (LSAP) begrüßte das Projekt, bedauerte jedoch ebenfalls den Standort für die Anlage, die er beispielshalber geeigneter auf dem Gelände des Boulodrome sehen würde. Er befürchte, dass die Vermischung von Pumptrack, Spielplatz und Schulhof zu Konflikten zwischen Kindern und älteren Jugendlichen führen könnten.

Gemeinderat Alain Cornély (Déi Gréng) sprach sich im Namen seiner Fraktion für dieses Projekt aus. Die Pumptrackpiste sei ein gutes Vorhaben, man habe sich auch eventuell einen besseren Standpunkt vorstellen können, dennoch würde seine Fraktion den Bau der Anlage mitstimmen. Auf die vorher angesprochenen Bedenken bezüglich der Kosten und des Zeitpunktes solch ein Projekt durchzuführen, entgegnete er, dass es immer Argumente gegen die Umsetzung eines Projektes gibt und dann nie etwas gebaut werden würde.

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) milderte all diese Kritiken ab, indem er zunächst erklärte, dass das gesamte Projekt zusammen mit dem Lehrpersonal und der Elternvereinigung abgesprochen sei. Es gibt neben der eigentlichen Piste auch noch eine kleinere für Dreiräder, das Amphitheater eignet sich ausgezeichnet für Schulklassen und die Geräte des Spielplatzes wurden auch gemeinsam ausgesucht. Was die Geräuschkulisse betrifft, zeigte der Schöffe auf, dass sich der Lärmpegel aufgrund der dort bereits angesiedelten Schule, Spielplatz und Fußballstadions nicht wesentlich ändern werde. Außerdem habe man sich für diesen Standort entschieden, da Belval bereits die Skaterpiste hat und da viele Einwohner der Gemeinde der Meinung sind, dass man nicht alles nach Belval verlegen solle und mehr für die Ortskerne tun solle. Zu den befürchteten hohen Unterhaltskosten der Pumptrack-Anlage meinte der LSAP-Schöffe, dass auch Tennis- und Fußballplätze Kosten verursachen, dies aber kein Grund sei ein tolles Projekt nicht umzusetzen.

Déi Gréng-Schöffin Myriam Cecchetti gab an, dass sie am Anfang auch sehr skeptisch über die Wahl des Standortes gewesen sei, da sie Bedenken hatte, dass hier Konflikte mehr als vorprogrammiert seien. Als aber sowohl die Elternvertreter als auch die Vertreter des Lehrpersonals, nach Konsultation und Absprache, das ganze Projekt als positiv bewertet hatten, habe sie ihre Skepsis abgelegt. Bürgermeister Georges Engel (LSAP), sprach sich ebenfalls aus denselben Gründen für den ausgewählten Standort aus. Außerdem würde das Projekt das Dorfleben im Zentrum bereichern. Soziale Kohäsion und ein aktiver Ortskern seien nämlich ein wichtiger Bestandteil der Lebensqualität für die Einwohner der Gemeinde. Abschließend wurde der Kostenvoranschlag von 495.000 € mehrheitlich angenommen, Opposition und LSAP-Gemeinderat Jos Piscitelli enthielten sich.

Die Neugestaltung der Straßenkreuzung rue de Niederkorn und rue d'Esch in Sanem wurde danach einstimmig verabschiedet. Für 90.000 € wird die komplette Ampelanlage erneuert und in diesem Rahmen eine neue Linksabbiegerspur (aus Richtung Zolwer in die rue de Niederkorn) angelegt.



Die Hauptkreuzung in Sanem wird neugestaltet.

Bei den nächsten Punkten hatten die Gemeinderäte ebenfalls keine Einwände. Somit erhalten die Spielplätze in der Cité Kauffman, bei der Schule 2000 (beides in Zolwer) und in der Cité Grand-Duc Jean in Beles neue Spielelemente. Für 75.000 € werden im „Poarsall“ in Zolwer, der als Maison Relais benutzt wird, Ausbesserungsarbeiten vorgenommen. Um den heutigen Sicherheitsstandards gerecht zu werden, müssen der Notausgang und der Fluchtweg erneuert werden.

ANKAUF VON FESTZELTEN

Beim nächsten Punkt betreffend den Kauf von 8 Festzelten für Veranstaltungen kam es zu einer kurzen Debatte im Gemeinderat.

Die Spitzdachzelte, mit einer Größe von 5x5m können einzeln oder gruppiert aufgerichtet werden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass das Hauptanliegen darin bestehe, dass man mit den Zelten bei Veranstaltungen der Gemeinde, wie zum Beispiel zum Nationalfeiertag oder zum Wanterfeeling, somit ein einheitliches und professionelles Bild abgebe.

Einige Räte fragten daraufhin nach, ob diese Festzelte auch von den lokalen Vereinen ausgeliehen werden können. Daraufhin verwies man, dass diese Frage noch nicht geklärt sei und die „Spullweenchen asbl“ ebenfalls Zelte zum Verleih zur Verfügung stellt. Gemeinderätin Patricia Speck-Braun (DP) beanstandete den hohen Preis und die mangelnden Details bezüglich der Qualität der Zelte. Déi Lénk-Ratsmitglied Serge Urbany kritisierte ebenfalls den seiner Meinung nach zu hohen Preis und überdimensionierten Ausmaße der Zelte. Dennoch wurde der Kostenvoranschlag von 32.000 € mit der Enthaltung von Déi Lénk gebilligt.

Einstimmigkeit herrschte wieder bei den folgenden Punkten. Für 15.000 € wird der Fußweg auf dem Zolwerknapp erneuert und für 14.500 € ein neues Informationsschild in der Aktivitätszone „Im Kaep“ in Zolwer errichtet.

Anschließend gab Gemeindecarchitektin Nadine Dording alle nötigen Erklärungen zum Teilbebauungsplan „Gadderscheier“, mit dem die Gemeinde bereits seit einigen Jahren zusammen mit dem Wirtschaftsministerium beschäftigt ist. Genauer ging es hierbei um die Flächen auf dem Plateau hinter der Firma Kronospan. Das besagte Areal wird in kleinere Parzellen aufgeteilt, auf denen dann die zukünftigen Betriebe und Unternehmen ihre Hallen errichten können (ähnlich wie in der Aktivitätszone „Um Woeller“). Alle Gemeinderäte gaben hierzu ihr Einverständnis.



Hinter der Kronospan entsteht eine neue Aktivitätszone.

Die darauffolgenden 10 Punkte betrafen diverse Immobilientransaktionen die allesamt einstimmig angenommen wurden.

DIVERSE BUDGETANPASSUNGEN

Nachdem der Gemeinderat einhellig die Haushaltsanpassung betreffend die Erneuerung der Fassade des Gemeindehauses verabschiedet hatte, kam man anschließend zu dem am Beginn der Sitzung angesprochenen zusätzlichen Punkt. Hierbei handelte es sich um mehrere Budgetposten die an die aktuelle Situation angepasst werden mussten. Auf Nachfrage von DP-Gemeinderätin Patricia Speck-Braun wurde einzeln über die jeweiligen Budgetartikel abgestimmt. CSV und DP enthielten sich bei allen Punkten.

Beim nächsten Punkt erhielt Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) das Wort um kurz die alljährliche Konvention mit dem „Club Senior Prënzeberg“ zu erläutern, die so dann einstimmig angenommen wurde.

Im Anschluss daran wurde über die Mitbenutzung des „Poarsall“ in Zolwer entschieden. Die Kirchenfabrik Zolwer hat Renovierungsarbeiten im Gebäude vorgenommen, die zum Teil vorgesehen waren, aber auch zum Teil wegen der Nutzung durch die Maison Relais als Kindertagesstätte vorgenommen werden mussten. Der Kostenpunkt beträgt 43.183 €, von denen allerdings nur 24.510 € auf die Maison Relais entfallen. Nun entschied der Gemeinderat aber die gesamten Renovierungskosten zu übernehmen, als Gegenleistung verzichtet die Kirchenfabrik für 37 Monate auf die Monatsmiete von Seiten der Gemeinde..

Danach wurde eine finanzielle Unterstützung in Höhe von 7.487 € zugunsten des Jugendtreff SABA für die Anschaffung eines neuen Kleintransporters, diverse Subsidien für verschiedene Vereine und einige Abschlussrechnungen einstimmig gebilligt.



Der „Poarsall“ in Zolwer wurde komplett renoviert.

MOBILITÄTSSTRATEGIE BELVAL

Bei der Stellungnahme zum Mobilitätskonzept Belval „Mobilitätsstrategie für den Umweltverbund für den Standort Belval“ waren sich die Gemeinderäte dagegen uneinig.

Sowohl die CSV-Fraktion als auch DP-Gemeinderätin Patricia Speck-Braun übten jeweils ihre Kritik aus. Fraktionssprecherin Nathalie Morgenthaler (CSV) bedauerte, dass der Gemeinderat hier Stellung zu einem Dokument nehmen soll, das schon länger nicht mehr aktualisiert wurde. Man bemängelte außerdem, dass die Verkehrsinfrastruktur nicht chronologisch angepasst wurde, im Ausland werden zum Beispiel vor der Erschließung eines neuen Areals zuerst die großen Verkehrsadern angelegt und fertiggestellt. Zudem bedauere man den zusätzlichen Verkehr, dem die Ortschaft Beles seit den vergangenen Jahren ausgesetzt ist. Obendrein müsse man leider feststellen, dass die 4 Ortschaften der Gemeinde noch immer nicht flächendeckend durch den öffentlichen Transport direkt an Belval angeschlossen seien. Das Verkehrskonzept sei nicht auf dem aktuellen Stand, hinke der Entwicklung auf Belval hinterher und basiere auf unrealistischen Ansätzen, unterstrich die DP in ihrer Stellungnahme.

Bürgermeister Georges Engel und Schöffe Marco Goelhausen (beide LSAP) erinnerten nochmals an die Versammlung vom 22. April 2013, in der das vom Nachhaltigkeitsministerium aufgestellte Mobilitätskonzept Belval ausführlich präsentiert worden war. Bereits damals habe man klargestellt, dass das Dokument veraltet sei, allerdings dies nicht auf die Schuld der Gemeinde zurückzuführen sei, sondern die Verkehrsstrategie vom zuständigen Ministerium anhand von Daten aus dem Jahre 2009 aufgestellt wurde. Die bereits bestehende Begleitstruktur des „Monitoring“ soll auch weiterhin durchgeführt werden und somit alle Strukturdaten überprüfen, aktualisieren und an die aktuellen Gegebenheiten permanent anpassen. Mit der Enthaltung der CSV und der Gegenstimme der DP wurde das Mobilitätskonzept Belval dennoch angenommen.

Nach längeren Diskussionen zu 2 Verordnungen bezüglich der Wälder, Parks und Grünflächen bzw. den Schulhöfen, Spielplätzen, Naherholungsgebieten und Sportstätten, einigten sich die Gemeinderäte darauf die beiden Reglements auf einen späteren Zeitpunkt zu verschieben. Die Ratsmitglieder sollen ihre Verbesserungsvorschläge schriftlich an das Sekretariat richten um die Verordnungen vor der nächsten Sitzung gründlich zu überarbeiten.



Bei der Mobilitätsstrategie Belval war man sich im Gemeinderat uneinig.

Anschließend wurden die Absichtserklärung betreffend elektromagnetische Felder der Mobiltelefonie einstimmig bewilligt. Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) erklärte, dass die Gemeinde Sanem auch in diesem Dossier eine Vorreiterrolle spielen würde, da sie eine der ersten Gemeinden gewesen sei, die sich mit diesem Thema befasst hat. Danach die Abschlusskonten, Budget und Konvention mit dem Jugendtreff SABA einstimmig bewilligt.

GEMEINDERAT SPRICHT SICH FÜR EINE WEITERFÜHRUNG DES LOKALEN CIGL AUS

Wie bereits in anderen Teilen des Landes kündigte auch die Gemeinde Sanem die Konvention mit dem „OPE – Objectif Plein Emploi“.

Alle Fraktionen waren sich einig, dass es sich hierbei um eine bedauernde Entscheidung handele und einigten sich darauf, alles zu versuchen um den lokalen CIGL weiterhin zu beschäftigen, da man sehr zufrieden mit der Zusammenarbeit sei und die Initiative auch weiter unterstützen wolle.

Danach wurden die Statuten des Organisationskomitees zur Hundertjahrfeier des „Vélo-Club Le Guidon Belvaux asbl“, die Umänderungen in der Zusammensetzung diverser beratender Kommissionen und die temporären Verkehrsverordnungen des Schöffenrates ohne Einwände gestimmt.

Unter Verschiedenes richtete Gemeinderätin Patricia Speck-Braun einige Fragen bezüglich der Kündigung von 2 Mitarbeitern an den Schöffenrat. Gerüchte würden besagen, dass in der Gemeindeverwaltung ein schlechtes Betriebsklima, Günstlingswirtschaft, Unordnung, Neid unter dem Personal herrsche und dadurch die Qualität an Dienstleistungen am Bürger leide. Weiterhin kritisierte sie die Personalpolitik des Schöffenrates, durch die in den vergangenen Jahren mehrere Angestellte ihre Versetzung in andere Gemeinden oder Institutionen beantragt hätten. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) zeigte sich zunächst bestürzt über die Ausdrucksweise in der Anfrage der DP-Gemeinderätin. Man könne sich in einem offiziellen Dokument nicht nur auf Gerüchte basieren und solle zuerst nach den Hintergründen fragen bevor man mit tiefschlagenden Aussagen Vorwürfe erhebe. Die Gemeinde sei in den letzten Jahren gewachsen und durch die neu entstandenen Herausforderungen, müsse man als Gemeindeverwaltung auch eingefahrene Arbeitsweisen überdenken und neu strukturieren. Man wollte mit dieser besagten

Umstrukturierung die Arbeitskapazitäten rationeller ausnutzen. In diesem bestimmten Fall schien die Versetzung eines Mitarbeiters in einen anderen Dienst für den Schöfferrat vertretbar, da es sich hierbei um die Weiterführung einer ähnlichen Arbeit handelte. Diese und andere Personalentscheidungen traf der Schöfferrat immer im Sinne der Verbesserung der Dienstleistungen am Bürger. Da diese Angelegenheit nicht in die Öffentlichkeit gehöre, so Bürgermeister Georges Engel (LSAP), wolle man in der geschlossenen Sitzung, in der weitere 8 Personalentscheidungen anstanden, bei Bedarf weitere Informationen mitteilen.

CSV-STELLUNGNAHM ZUM PUNKT 3 «CONSTRUCTION D'UNE PISTE PUMP- TRACK ET D'UNE NOUVELLE AIRE DE JEUX À BELVAUX. DEVIS ESTIMATIF DÉ- TAILLÉ: 495 000 €» VUM 3. MEE 2013

Diese Punkt ass jo am Kader vun der Budgets-presentatioun schonn eng Kéier ugeschwuat ginn. Deemools stoungen am Budget fir 2013 eleng 400 000 € fir eng Pumptrack Pist an dowéinst hat d'CSV och folgendes dozou gesot: «Ok, dat Ganzt muss no gewëssene Kriterien ugeluecht ginn, mä et bleiwen trotzdem nëmmen zesummegepressten Hiwwelen. Do wär eng Spillplaz mat Sécherheet méi bëlleg ginn a manner ëmstridden. De Projet huet jo bekanntlech schonn eng Kéier wéinst verschiddeenen Oppositioune missten zeréckgezu ginn.»

Lo ass et awer esou dass d'Pumptrack Pist «nëmmen» ronn 277 000 € kascht an déi aner Onkäschten (ronn 153 000 €) ënnert dësem Punkt fir eng Spillplaz, eng Tribün/Gradinen an ee Wee virgesi sinn. Dat ass eis scho méi sympathesch, obwuel măr déi Zomm och nach ëmmer als horrend deier empfangen.

Eleng d'Peie vum Personal vu 95 000 € maache ronn 1/5 vun de Gesamtkäschten aus.

Esou wéi bei der Budgetsdebatt och gétt d'CSV och nach ëmmer weider ze bedenken, dass een, zumools bei der Pumptrack Pist, d'Nofolgekäschten net dāerf vergiessen.

Déi Pumptrack Pist hätt eiser Meenung no souwisou besser op de Belval bei de Lycée oder d'Uni gepasst an hätt kënnen ee Gemeinschaftsprojekt mat der Escher Gemeng sinn.

Dann ass et natierlech och ganz schued dass ganz al Beem fir dëse Projet scho gefält gi sinn. Hätt dee Projet net kënnen esou konzipéiert ginn dass d'Pist ronderëm déi Beem ugeluecht gi wär?

Verstitt eis net falsch, măr hunn näischt géint Projekte fir d'Kanner resp. d'Jugend, zemoos bei enger Schoul. Mä d'Lag vun der Pumptrack Pist entsprécht net eiser Virstellung a măr empfangen dee ganze Projet als ze deier, dofir enthalte măr eis.

CSV-STELLUNGNAHM ZUM PUNKT 21A «APPROBATION DE DIVERSES MODIFI- CATIONS BUDGÉTAIRES» VUM 3. MEE 2013

Măr enthalen eis integral bei all deenen Ännerungen aus deem einfache Grond dass măr dëse Punkt eréischt gëschter zougestallt kritt hunn an dohier d'Méiglechkeet net haten eis dee genee unzekucken. Măr erënnere drun dass d'Gesetz virgesäit dass ee sāin Dossier an der Regel 5 Deeg virdru soll zougestallt kréien.

CSV-STELLUNGNAHM ZUM PUNKT 28 «AVIS DU CONSEIL COMMUNAL RELATIF AU CONCEPT DE MOBILITÉ BELVAL» «MOBILITÄTSSTRATEGIE FÜR DEN UM- WELTVERBUND FÜR DEN STANDORT BELVAL» VUM 3. MEE 2013

Wéi et schon an der Sätzung, wou măr dat Konzept virgestallt kritt hunn, gesot ginn ass, bedauert d'CSV natierlech och dass de Gemengerot een Avis zu engem Dokument muss gi wat net aktualiséiert ginn ass.

Măr wëssen natierlech alleguer dass d'Entwécklung vum Site Belval op verschidde Punkte schwéier virauszegesinn ass.

Esou ass z.B. d'Awunnerzuel net esou séier gewuess wéi Ufanks virausgesot gi wuar an de Bau vun der Primärschoul (école fondamentale) huet missten zeréckgesat ginn.

Allgemeng muss ee feststellen dass d'Verkéisinfrastruktur chronologesch net perfekt ugepasst ginn ass.

Wann am Ausland een neie Site erschloss gëtt, ginn als 1. déi grouss Verkéisoderen ugeluecht a fäerdeggestallt an dann eréischt gëtt drop gebaut.

Um Belval gëtt alles zäitgläich gemat, esou ass z.B. eng Liaison Micheville als Haaptverkéisoder nach ëmmer amgaange fäerdeggestallt ze ginn.

D'Ausfahrt vun der A4 muss iwverhaapt nach gebaut ginn an op der franséischer Säit hält d'Strooss einfach an der Wiss op.

Verschiede Grënn firwat et dozou komm ass, kann een natierlech och novollzéien.

Dofir schéngt et eis ëmsou méi wichteg ze sinn, dass een an dësem Mobilitéitskonzept eng grouss Flexibilitéit un den Dag leet.

Esou muss een z.B. prett sinn eng nei Bustrace direkt dann ze starte wann déi Plazen déi sollen ugebonne ginn och fäerdeggestallt sinn.

Eppes wat guer net schéin ass, dat ass deen zousätzleche Verkéis deen d'Uertschaft Bieles duerch d'Erschléissen vum Site Belval z'erdroen huet.

Wann elo och nach d'Parkhaus vun der CFL bei der Guar Belval/Uni am Hierscht soll opgoen, mussen dann och all déi Pendler déi mam Zuch wëlle fueren duerch Bieles fuere fir dohinner ze kommen.

Dann hu mär d'Ziel vum P&R als Opfangparking vun de franséische Grenzgänger natierlech total verfeelt.

Mär stellen och mat Bedauere fest dass eis 4 Uertschaften nach ëmmer net flächendeckend duerch den öffentliche Transport direkt un de Belval ugebonne sinn.

Esou sinn Deeler vun Zolwer a Bieles a déi ganz Uertschaft Eilereng an dësem Fall.

Hätt een do déi nei Linn 15 dann net kënnen op der Streck vun der Linn 2 fuere loossen anstatt op der Linn 3 de Véierlstonnentakt anzeféieren?

Et ass jiddenfalls schued dass gläich sämtlech TICE Gemengen eng direkt Ubannung un de Belval hunn, mä déi Gemeng zu där de Belval gehéiert dovun ausgeschloss bleift.

Natierlech kommen d'Leit och dohin andeems se iergendwou ëmsteigen, mä wann een déi nei Linn 15 anescht fuere gelooss hätt, wär wahrscheinlech méi eng grouss Flächendeckung innerhalb vun eiser Gemeng dra gewiescht.

Am Groussen a Ganzen ass d'Konzept jo net schlecht, zemools de Modalsplit vu 60/40 soll an eisen Aen awer nach ëmmer een Ziel bleiwen, allerdings ass och net alles perfekt. Dofir géife mär dee Punkt net integral wëlle matstëmmen esou wéi de Schäfferot dat hei virschléit an enthalen eis dowéinst.



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem
de la séance publique
du vendredi, 14 juin 2013

date de l'annonce publique: 07 juin 2013
date de la convocation des conseillers: 07 juin 2013
début: 08h30
fin: 10h30

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, M. Urbany Serge
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

Mme Reuter-Angelsberg Dagmar

M. Goelhausen Marco, Mme Morgenthaler Nathalie et Mme Tornambé-Duchamp Nadine n'ont pas pris part au vote du point 23.

Premier votant:

Mme Cecchetti Myriam



Ordre du jour

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir ajouter les points suivants à l'ordre du jour:

19.a. Approbation d'un contrat de vente d'un véhicule d'occasion du CIPA au montant de 4000 euros et modifications budgétaires y afférentes

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2013	Modification	Nouveau solde
1/734/263210/99001	Maison de retraite et de soins - Vente camionnette HF 429	0.-	4.000.-	4.000.-

Remarque:

Vente d'une camionnette d'occasion du CIPA

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2013	Modification	Nouveau solde
4/734/223210/99001	Maison de retraite et de soins - Acquisition camionnette	50.000.-	4.000.-	54.000.-
Remarque: Devis approuvé au CC le 05.10.2012				

Vote unanime

26.a. Groupement Européen de Coopération Territorial (GECT) «Alzette-Belval»:
Nomination des représentants de la Commune de Sanem dans l'assemblée et le bureau du GECT Alzette-Belval

Vote unanime

1. Correspondance et Informations

PROJETS

2. Réaménagement partiel de la rue Jean Anen à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 191.084,- € (article budgétaire: 4/822/221311/05003)

Vote unanime

3. Acquisition d'un camion 26 t pour les services de régie. Devis estimatif détaillé: 132.000,- € (article budgétaire: 4/624/223210/99001)

Vote unanime

4. Acquisition de véhicules automoteurs pour le service Environnement. Devis estimatif détaillé: 49.500,- € (article budgétaire: 4/621/223210/99001)

Vote unanime

5. Adaptation du système de surveillance des réservoirs d'eau. Devis estimatif détaillé: 46.000,- € (article budgétaire: 4/630/222100/12038)

Vote unanime

6. Remplacement d'urgence du système de régulation du chauffage à l'Ecole 2000 à Soleuvre. Devis estimatif détaillé et crédit: 32.000,- € (article budgétaire: 4/910/221311/13052)

Vote unanime

7. Remplacement des fenêtres aux pavillons sis à Sanem, ancienne école et Belvaux, rue Sigefroi. Devis estimatif détaillé: 21.000,- € (article budgétaire: 4/910/221311/13013)

Vote unanime

8. Renouvellement des orthoplans de la commune. Devis supplémentaire: 16.000.- € (article budgétaire: 4/624/211000/9001)

Vote unanime

9. Renouvellement du lino au foyer du midi à l'école 2000 à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 8.000.- € (article budgétaire: 4/910/221311/13014)

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

10. Approbation des prorogations:
- du délai relatif à la refonte et à l'adaptation complète du PAG
 - du délai pour remplacer les règlements communaux sur les bâtisses, les voies publiques et les sites édictés en exécution de l'article 52 de la loi du 12 juin 1937
- pour une durée d'une année (jusqu'au 08 août 2014) conformément à l'article 108 (1) et (3) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

11. Approbation d'un acte de vente signé entre la dame GRÖLINGER-HOFF (veuve FEIS) et l'Administration Communale de Sanem concernant l'acquisition d'un bâtiment à habitation situé à L-4477 Belvaux, 16, rue de la Poste au prix de 525.000,- €

Vote unanime

12. Approbation d'un acte de vente avec la société «KRP S.à.r.l.» concernant la vente de deux parcelles de terrain sises à Sanem

Vote unanime

13. Approbation d'un compromis d'échange avec la copropriété volontaire MAGALHAES PEREIRA MONTEIRO Anabela - PEREIRA MONTEIRO Celestino - MAGALHAES PEREIRA MONTEIRO Antonio Jorge - MENDES GOMES Inês Sofia concernant diverses parcelles sises au lieu-dit «Rue du Knapp» à Soleuvre

Vote unanime

14. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la société anonyme «IMMO GARANT S.A.» concernant deux parcelles de terrain sises «Rue d'Esch» à Sanem à intégrer dans le Domaine public

Vote unanime

15. Approbation d'une convention concernant un accord de principe relatif à l'implantation de la société FERBER GROUP SA dans la zone d'activités commerciales et économiques «Um Woeller» à Sanem/Soleuvre

Vote(s) positif(s): 13 Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine,	Abstention(s): 1 Urbany Serge
--	----------------------------------

16. Approbation d'une convention concernant un accord de principe relatif à l'implantation de la société BOUVY SA dans la zone d'activités commerciales et économiques «Um Woeller» à Sanem/Soleuvre

Vote(s) positif(s): 13 Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine,	Abstention(s): 1 Urbany Serge
--	----------------------------------

17. Approbation d'un avenant au contrat de bail contracté avec la dame UWAROFF concernant la maison unifamiliale sise à L- 4450 Belvaux, route d'Esch, 22

Vote unanime

OFFICE SOCIAL

18. Approbation du conseil communal d'une décision du conseil d'administration de l'office social de Sanem Téléphone portable de Madame Laura Mancinelli

Vote unanime

FINANCES

- 19.a. Approbation d'un contrat de vente d'un véhicule d'occasion du CIPA au montant de 4000 euros et modifications budgétaires y afférentes

Article budgétaire	Libellé	Crédit Budget 2013	Modification	Nouveau solde
1/734/263210/99001	Maison de retraite et de soins - Vente camionnette HF 429	0.-	4.000.-	4.000.-
Remarque: Vente d'une camionnette d'occasion du CIPA				

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2013	Modification	Nouveau solde
4/734/223210/99001	Maison de retraite et de soins - Acquisition camionnette	50.000.-	4.000.-	54.000.-
Remarque: Devis approuvé au CC le 05.10.2012				

Vote unanime

19. Approbation de divers subsides

Nom	Objet	Montant accordé l'année précédente	Montant accordé
Service Krank Kanner Doheem	Prise en charge d'enfants malades (l'asbl a besoin de fonds pour payer les frais de rémunération de ces collaborateurs)	600 € Montant pour cette année 25*15 (dépannages) = 375 €	375 €
FSC - Forest Stewards Council	Cotisation de membre pour 2013	400 €	400 €
Autisme Luxembourg asbl	Subside - extension Centre Roger Zhelen à Beckerich et Foyer à Boxer	/	Pas d'attribution de subside pour des raisons géographiques; pas de lien direct entre commune Sanem et Beckerich
Sportlycée Luxembourg	Subside - championnat du Monde ISF de Basketball en Chypre (26/03-05/04/2013)	/	Pas d'attribution de subside
LUX ROLLERS asbl	Subside - participation au championnat de basket en fauteuil roulant en Allemagne	Plus de subside suivant commission des finances du 02/05/2012	Pas d'attribution de subside

Vote unanime

20. Etat des recettes restant à recouvrer exercice 2012

		Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des restants à poursuivre:	144.518,41	116.277,65	28.240,76
Total des décharges proposées:	11.842,93	11.842,93	
Total des arrérages	156.361,34	128.120,58	28.240,76

Vote unanime

ENSEIGNEMENT

21. Approbation du Projet d'Organisation Scolaire Provisoire de la commune de Sanem pour l'année scolaire 2013/2014

Vote unanime

DIVERS

22. Approbation du contrat de location de chasse n°584 de Belvaux ainsi que d'une convention réglant la concession du prédit lot de chasse et modification budgétaire afférente.

Nouvel article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2013	Crédit après modification
4/410/611110/99001	Locations et affermages de terres	710,00	2.435,-

Vote(s) positif(s): 13

Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Goelhausen Marco, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine,

Abstention(s): 1

Urbany Serge

23. Approbation de la convention réglant les relations entre CIGL Sanem asbl et l'administration communale de Sanem

Vote unanime

24. Modification de la composition des commissions consultatives

Démission(s):

Nbr	Commission	Statut	Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité Parti / Association
1	Intégration	obligatoire	E Atym Medjo Odoa Lydia	L-4991 Sanem	membre	camerounaise
2	Intégration	obligatoire	S Hoffmann-Betsi Claire	L-4487 Belvaux	suppléant	camerounaise
3	Intégration	obligatoire	S Klein Christian	L-4431 Belvaux	suppléant	luxembourgeois
4	Environnement	facultative	E Engel François	L-4447 Soleuvre	membre	CSV
5	Environnement	facultative	S Merenz Norbert	L-4405 Soleuvre	membre	CSV
6	Circulation	facultative	S Warnier Patrick	L-4986 Sanem	membre	CSV

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut	Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité Parti / Association
1	Intégration	obligatoire	E Hoffmann-Betsi Claire	L-4487 Belvaux	membre	camerounaise
2	Environnement	facultative	E Frieseisen Roger	L-4470 Soleuvre	membre	CSV
3	Environnement	facultative	S Weintzen Raymonde	L-4991 Sanem	membre	CSV
4	Circulation	facultative	S Laschette Sven	L-4447 Soleuvre	membre	CSV

Vote unanime

25. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
- Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de réaménagement de la rue Pierre Gansen à Niederkorn pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 10 mai 2013;
 - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de tranchée effectués dans la rue d'Esch pour les P&T par l'entreprise Lux-TP et la déviation de la ligne 14 dans le cadre du chantier de la rue Pierre Gansen à Niederkorn pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 10 mai 2013;
 - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement du réseau des P&T dans la rue de Differdange à Soleuvre par l'entreprise Bonaria et frères, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 15 mai 2013;
 - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement du réseau des P&T dans la rue de Niedercorn à Sanem par l'entreprise Rix de Soleuvre, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 23 mai 2013;
 - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement du réseau des P&T dans la rue de Joffroy à Sanem et la construction de regard dans la chaussée et trottoir par l'entreprise Rix, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 23 mai 2013;
 - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de renouvellement du réseau des P&T dans la rue de Belvaux à Soleuvre pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 23 mai 2013;
 - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de traversée de route dans le cadre des travaux entrepris pour la société SOTEL, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 23 mai 2013;
 - Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de raccordement de chauffage urbain dans la rue de Waassertrap à Belvaux (240-245), pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 03 juin 2013;

- i. Confirmation d'un règlement temporaire de la circulation concernant les travaux de traversée de route dans les rues Roosevelt et Winston Churchill à Soleuvre dans le cadre des travaux de renouvellement du réseau des P&T effectués par l'entreprise Lisé et fils, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 07 juin 2013

Vote unanime

- 26.a. Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) «Alzette-Belval»:
Nomination des représentants de la Commune de Sanem dans l'assemblée et le bureau du GECT Alzette-Belval

Assemblée:

- nomination de Mme Myriam Cecchetti, échevine comme représentante (en remplacement de Monsieur Georges Engel, bourgmestre)
- nomination de Mme Nadine Tornambé-Duchamp, conseillère comme suppléante

Bureau:

- nomination de Mme Nadine Tornambé-Duchamp, conseillère comme représentante
- nomination de Mme Myriam Cecchetti, échevine comme suppléante (en remplacement de Monsieur Georges Engel)

Vote unanime

26. Questions et divers

Question introduite par les conseillers Mike Lorang, Carine Reuter Bauler, Nathalie Morgenthaler:

Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem

Bieles, Mee 2013

Am Gemengerot hu mä scho méi dacks iwwert d'Verkéierssituatioun an der Rue de France zu Bieles geschwuat.

D'CSV huet rezent och nach eng Kéier op déi geféierlech Lag vun der Maison relais an där Strooss higewisen, awer och allgemeng op den onerlaabten Duerchgaangsverkéier vun de Camionen déi aus Richtung oder a Richtung Frankräich och duerch de Rescht vun der Uertschaft fueren.

Métt Mee wuar ee Lieserbréif vun den Awunner aus där betraffener Strooss an enger Dageszeitung ze liesen. Deen Artikel huet ausgesot dass all Dag mindestens 40 Camione géifen duerch déi Strooss fueren. Doduerch gëtt natierlech d'Sécherheet an d'Gesondheet vun deene Leit déi do wunnen op d'Spill gesat. Well mä scho dacks iwwert dese Problem riets haten, wësse mä och mat wat fir enge Problemer d'Police ze kämpfen huet.

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt mä Äech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot folgend Fro ze stellen:

- Kann de Schäfferot net méi proaktiv an deem Dossier ginn andeems Léisunge mat den zoustännegen Autoritéite gesicht ginn, déi Moosname géife schafen déi dee Camionsverkéier ganz géifen ënnerbannen?

Merci am virus fir Är Äntwert, mat menge beschte Gréiss,
Fir d'CSV-Fraktioun, Mike LORANG a Carine REUTER-BAULER

Nathalie MORGENTHALER
Member vun Gemengerot

Réponse du collègue échevinal:

Mir sinn eis dem Problem bewusst den et an der Rue de France an och an anere Stroossen an der Gemeng gëtt, wou trotz dem Duerchfahrtsverbot sech eng Partie Camionneuren net un d'Reglementatioun halen an d'Rue de France benotze fir ofzekierze wann se a Richtung Frankräich fueren oder vun do kommen.

Wéi gesot ass et vun der Reglementatioun hier fir Camione verbueden déi Strooss als Duerchgang ze benotzen, wéi eben och a villen anere Stroossen an eiser Gemeng. A well mer awer ëmmer erëm matgedeelt kréien dat sech vill Camionneuren net drun halen, si mer och ëmmer erëm am gaang mat der Police fir Kontrollen ze organiséieren.

Hei e kleng Resumé wéi vill d'Kontrollen alleng eis lokal Police an de leschten 3 Méint an der Rue de France gemaach huet.

Am Mäerz waren dat 5 Kontrollen (Mäerz: 12.-15.-26.-28.-29.= 5 Kontrollen)

Am Abrëll 4 (Abrëll: 7-8-11-18 = 4 Kontrollen)

Am Mee 7 (Mee: 6-13-16-17-22-27-28 = 7 Kontrollen)

A fir de lafende Mount Juni waren et der 3 bis virun 2 Deeg an zwar de 6. An 2x de 7. Juni.

Also insgesamt 19 Kontrollen an 3 Méint, insgesamt si 25 Avertissement taxés ausgestallt ginn.

An der Regel passéiert bei all Kontroll just 1 Camion. Et ass awer net ausgeschloss dat den anerer iwwe Handy aviséiert.

Dofir ass et wichteg dat d'Police um Ball bleift an och weiderhi regelméisseg 1 bis 2x pro Woch Kontrollen an der Rue de France mécht.

Aner Statistike wéi vill Camionen et réel sinn hu mir net. Mir wëllen domat awer net déi ugeschwate 40 Camionen a Fro stellen. Et muss een awer bemierken dat et elo awer net esou ass dat ee guer kee Camion an der Strooss dierft do gesinn. Et ginn natierlech wéi an all aner Strooss och eng Partie Passage vu Camione wat Uliwwerunge sinn. Nieft all deene Leit déi do wunnen a Saache geliwert kréie gëtt jo awer och do geschafft. Et si Gebailechkeeten déi am Chantier sinn. An natierlech dierfe mer och de Sotel Chantier net vergiessen.

Reglementaresch kann een naischt méi maachen. Et ass iwwert en "arrêté grand-ducal" reglementéiert dat den Duerchgang fir d'Camione verbueden ass.

Aner Mesuren - fir op är Demande vun méi proaktiv ze ginn zeréck ze kommen - goufen natierlech schonns mat der Ponts & Chaussées diskutéiert an awer och leider hirersäits refuséiert.

Mir hate Virschléi fir de Verkéier ze berouegen an d'Strooss esou méi onattraktiv ze maache fir de séieren Duerchgang. A mir haten och proposéiert fir d'Rietsvirfahrt anzeféieren. Wat awer alles refuséiert gouf, well et sech laut Ponts & Chaussées awer ëm eng Haaptachs vun eisem Stroossereseau handelt.

Mir haten awer och e Parksträifen agezeechent fir de Gabarit vun der Strooss méi schmuel ze maachen. Mä dat hält awer och net onbedéngt d'Camionen an dem Moossen of.

Also wéi der gesitt ass d'Gemeng net inaktiv an dem Dossier a mir kucke weiderhin a Collaboratioun mat der Police dat déi bestehend Reglementatioun respektéiert gëtt.

Question introduite par les conseillers Mike Lorang, Carine Reuter Bauler, Nathalie Morgenthaler:

Un de Schäfferot vun der
Gemeng Suessem

Bieles, Juni 2013

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemeindegesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt mär Äech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot folgend Froen ze stellen:

- Wéi héich sinn déi jeeweileg Käschten déi am Kader vum Contournement vu Bascharage op d'Gemeng zoukomm sinn?
 - Fir d'Ausschaffe vun den Alternativen duerch d'Firma Luxplan?
 - Fir d'Kommunikatiounsagence?
 - Fir den Affekot?
 - Fir Aneres?
- Wéi ass et dozou komm dass dee läschte Schouldag an der Schoul 2000 zu Zolwer extra wéinst dem Zolwer Muart, organiséiert vun der Zolwer Musek, vu Méindes, dem 15. Juli op Samschdes, den 13. Juli 2013 geréckelt ginn ass?
- Wéi sinn d'Schlussfolgerunge vun der Aféierung vum „sens unique“ an der Rue Grand-Duchesse Charlotte zu Bieles? Wéi kéint et no der öffentlecher Versammlung vum 20. Juni 2013 do weidergoen?

Merci am viraus fir Är Äntwerten, mat menge beschte Gréiss,
Fir d'CSV-Fraktioun, Mike LORANG a Carine REUTER-BAULER

Nathalie MORGENTHALER
Member vum Gemengerot

Réponse du collègue échevinal:

Zu der Fro 1 betreffend d'Käschten am Dossier Contournement:

Eng definitiv Ausso iwwert d'Käschten an dem Dossier kann een nach net maachen, well den Dossier jo am rullen ass a mer nach net wësse wat alles op eis duer kënnt. Wat awer bis elo ugefall ass si folgend Käschten:

D'Ausschaffe vun den zousätzleche Variante vu Luxplan huet mat 24.961,15 € zu Buch geschloen.

Vun der Kommunikatiounsagence Dechmann hu mer eng Offer fir verschidde Servicer kritt gehat déi sech ëm 15.000,- Euro beweegt. Déi Offer beinhalt d'Schafe vum Logo, d'Roll-Upen, d'Creatioun vun engem Internetsite eng Facebooksäit an anert Pub-Material. Wat genee vun der Offer an Usproch geholl gëtt, hänkt och vun der Strategie of déi de Groupe de travail wou all concernéiert dra sinn an de nächste Woche festleet.

A Punkto Affekotskäschten si bis elo just 2 Reuniounen, mëndlech Berodungen an d'Nokucken an d'Preparéiere vun eenzelnen Dokumenter. Mir hu nach keng Facture

kritt, mä aktuell ass och dee Posten nach zimlech iwwerschaubar. An esoulaang de Gemengerot keng Decisioun wäert huele fir juristesch Schrëtter anzeleede wäerten déi Käschten och am Rahme bleiwen.

Als aner Käschte bleiwen dann nach déi intern Ressources humaines vun der Gemeng an d'Onkäschte fir Bureaumaterial etc. Méi ewéi geschaten 200 Stonnen am Total sinn do awer bis elo nach net gemaach ginn. Do sinn dann och d'Stonne vun eisen Ingenieure vu virun 2 Joer mat dobäi wou d'Alternativléisungen ausgeschafft goufen.

Fro 2: leschte Schouldag an der Schoul 2000

Den Zolwer Maart huet eng laang Traditioun a gëtt scho jorelaang all 3. Méinden am Mount Juli organiséiert, wat vun engem Règlement grand-ducal och esou fixéiert ass.

Meeschtens fällt dësen Datum an d'Schoulvakanz, mee all 7. Joer och op de leschte Schouldag, also de 15. Juli.

Dëst Joer ass dat dann och nees de Fall.

Vu dass den Zolwer Maart am Haff, am Turnsall an den Alentouren vun der Schoul Zolwer 2000 stattfënnt a vu dass och d'Bieleser Strooss gespaart wäert ginn, mécht et net vill Sënn d'Schoul deen Dag fonctionnéieren ze loossen.

Un en normalen Unterrecht ass dann och net ze denken an e Schoultransport net méiglech.

Fréier war dat anescht, wëll den Zolwer Maart op der Place de l'Indépendance organiséiert gouf an doduercher de Schoulbetrib net gestéiert gouf.

Dat gewosst, waren d'Inspektesch an d'Léierpersonal d'Accord fir de Schouldag vum Méinden, 15. Juli 2013, op Samschdes, den 13. Juli 2013 ze réckelen.

Schlussendlech sief nach drun erënnert, dass all d'Zolwer Veräiner d'Méiglechkeet hunn fir um Zolwer Maart ze participéieren. Niewent der Zolwer Musek fënnt een do och an der Regel d'Chorale vun den « Zolwer Spatzen, den Zolwer Basket, ... etc souwéi déi sëllech Stänn vun den auswäertege Verkeefer.

Zu Fro 3: Conclusioun Rue GD Charlotte

De Schäfferot huet d'Auswäertung vun den Zielunge virun a während der Testphase vum Bureau d'études presentéiert kritt. Sie si ganz abschlossräich wat d'Verhale vun den Automobilisten ugeet. Wéi vun Ufank un gesot huet et sech ëm eng Testphase gehandelt. Déi ass elo zanter dem 1. Juni opgehewen. De Verkéier zirkuléiert erëm a béid Richtungen. An d'Resultat vun der Analyse wëlle mer den nächsten Donneschdeg 20. Juni de betreffenden Awunner an och de politesch Concernéierte presentéiere fir dann zesummen ze kucken wat fir eng Conclusiounen aus den Auswäertungen ze zéie sinn a wat dat fir en Afloss op de Projet vum Réaménagement vun der Strooss soll hunn, den an de nächste Joeren soll gemaach ginn. Wéi an aneren Dossiere kréien déi concernéiert also den Dossier presentéiert an da wäerte mer och proposéiere fir an zousätzleche Groupe de travails/Workshopen nennt et wéi der wëllt mat de Leit zesummen detailléiert Propositionen ze maache wéi d'Stroossebild eemol kéint ausgesinn.

PERSONNEL - ENSEIGNEMENT

27. Affectation du personnel enseignant dans le cadre de la 1^{ère} liste des postes d'instituteurs vacants pour l'année scolaire 2013/2014

a) un poste de surnuméraire du 2^e, 3^e ou 4^e cycle de l'enseignement fondamental

Est proposé(e):
BILTGEN Laurent

b) un poste de surnuméraire du 2^e, 3^e ou 4^e cycle de l'enseignement fondamental

Est proposé(e):
ROSA Claudia

c) un poste de surnuméraire du 2^e, 3^e ou 4^e cycle de l'enseignement fondamental

Est proposé(e):
DEMUTH Anne

d) un poste de surnuméraire au cycle 1 de l'enseignement fondamental

Est proposé(e):
SCHONG Mandy

PERSONNEL - RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP

28. Nomination d'un salarié (m/f) avec une tâche de 30 heures/semaine et à durée indéterminée pour le secrétariat du CIPA «Résidence op der Waassertrap» sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière PA5.

Est nommée:
WEITEN-DE WAHA Mireille



Gemeinderatssitzung Sanem vom 14. Juni 2013

Neugestaltung der rue Jean Anen in Zolwer

Die heutige Gemeinderatssitzung am 14. Juni 2013 verlief ohne besondere Vorkommnisse. Die meisten der 28 Punkte auf der Tagesordnung wurden einstimmig verabschiedet.



BELES

Zu Beginn der öffentlichen Sitzung bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die Abwesenheit der Gemeinderätin Dagmar Reuter-Angelsberg (Déi Gréng) zu entschuldigen. Außerdem wurden der Tagesordnung 2 zusätzliche Punkte hinzugefügt. Zum einen handelte es sich hierbei um den Verkaufsvertrag eines Minibusses und zum anderen um die Neubesetzung der Gremien des GECT (Groupement européen de coopération territoriale).

Beim ersten Tagesordnungspunkt gab Bürgermeister Georges Engel (LSAP) das Wort weiter an die Schöffen Myriam Cecchetti (Déi Gréng) und Marco Goelhausen (LSAP), die jeweils ihre Kollegen über eine Neuigkeit informierten.

Zunächst unterrichtete Umweltschöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) den Gemeinderat darüber, dass die Gemeinde Sanem demnächst dem Klimapakt beitreten werde. In diesem Rahmen wird die Gemeinde einen Klimaberater einstellen. Dieser wird dann in Zusammenarbeit mit allen Gemeindediensten diverse Projekte des Klimapaktes umsetzen. Da der Umweltdienst der Gemeinde ohnehin um einen Posten verstärkt werden sollte, wird der zukünftige Klimaberater in den besagten Dienst eingegliedert. In den nächsten Wochen wird die Stelle ausgeschrieben, gegebenenfalls Tests und

Interviews vorgenommen und die Kandidaten dem Gemeinderat nach der Sommerpause präsentiert. Die Qualifikation die der Klimaberater mitbringen muss, ist ein „Bac +3“ in den Bereichen Ingenieur, Architektur, Umwelt, usw.

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) ließ verlauten, dass in den nächsten Wochen das Projekt „Fußgängercheck“ lanciert wird. Es handelt sich hierbei um eine Umfrage (Faltblatt mit 13 Fragen), die an alle Haushalte verteilt wird und bei der die Mitbürger um ihre Beteiligung gebeten werden. Dabei soll man die alltäglichen Fußwege innerhalb der Gemeinde dokumentieren und dann auf eventuelle Probleme hinweisen respektive Verbesserungsvorschläge unterbreiten. Danach werden alle Rückmeldungen gesammelt und eine Prioritätsliste von den Empfehlungen aufgestellt. Im Rahmen der nächsten Mobilitätswoche im September soll das fertige Dokument vorgestellt werden und in verschiedenen Workshops analysiert werden.

Anschließend informierte Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass die beiden Verordnungen bezüglich der Wälder, Parks und Grünflächen bzw. den Schulhöfen, Spielplätzen, Naherholungsgebieten und Sportstätten heute nicht auf der Tagesordnung stehen, da man sich nun darauf geeinigt hatte, eine Arbeitsgruppe einzuberufen. Diese Arbeitsgruppe, bestehend aus jeweils einem Vertreter aller Fraktionen und Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) als Vertreter des Schöffenrates, soll sich so bald wie möglich einfinden um die beiden Reglements gründlich zu überarbeiten.

ERNEUERUNG DER RUE JEAN ANEN IN ZOLWER

Der erste Kostenvoranschlag der heutigen Sitzung betraf die Neugestaltung der rue Jean Anen auf dem Scheierhaff in Zolwer.

Für einen Gesamtkostenpunkt von 191.000 € werden 150 m der Jean Anen-Straße vor dem Sportkomplex (CORKS – Centre Omnisports Roger Krier Soleuvre) im Rahmen der Neugestaltung des Sporthallenvorplatzes mit dem neuen Bushaltestelle erneuert. Neben einem neuen Straßenbelag werden 2 Bremsschwellen (die zur Geschwindigkeitsdämpfung und damit zur Verkehrsberuhigung führen) angebracht, der Bürgersteig erneuert, die Straßenbeleuchtung ausgetauscht und die Fußgängerüberwege mit den modernsten Beleuchtungsmaterial ausgestattet.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler hinterfragte ob die Verkehrsberuhigungsmaßnahme mit der lokalen Feuerwehr abgesprochen sei, da für die Rettungsdienste der schnellste Weg nach Beles durch die rue Jean Anen führe und die Bremsschwellen ein Hindernis darstellen könnte. Bürgermeister Georges Engel und Gemeinde-

rätin Nadine Tornambé-Duchamp (beide LSAP) konnten diese Befürchtung mildern. Sie erklärten, dass das Projekt bereits in der Verkehrskommission behandelt worden war und der anwesende Feuerwehrkommandant keine Beanstandungen dazu hatte. Diese Vorkehrung zur Geschwindigkeitssenkung ist ganz im Sinne der in besagter Stelle angesiedelten Kindertagesstätte (Maison Relais), Schule und Sporthalle. Anschließend wurde der Kostenvoranschlag einstimmig gutgeheißen.

Auf 132.000 € belaufen sich die Anschaffungskosten eines neuen 26 T-Lastwagens für den technischen Dienst der Gemeinde. Der Gärtnereidienst erhält für 49.500 € neues Material, unter anderem einen Multicleaner und einen hydraulischen Drucklufthammer. 46.000 € kostet die Modernisierung der Fernüberwachung der gemeindeeigenen Wasserreservoirs. Hierbei werden vor allem die 10 Jahre alten Hauptwasserzähler durch neue ersetzt und beim Wasserbehälter in Beles wird auch erstmals ein Überwachungssystem installiert. In der Schule 2000 in Zolwer wird die Regelungsanlage der Heizung ausgetauscht und in den Schulpavillons in Sanem und Beles werden die Fenster ausgetauscht. Die Erneuerung der Luftbilddaufnahmen (orthoplans) der Gemeinde werden um 16.000 € teurer, da man zusätzliche 3D-Bilder der Dächer in Auftrag gegeben hat. Diese Aufnahmen werden dann nämlich auch für den Solarkadaster genutzt



Die rue Jean Anen wird im Rahmen des Ausbaus des CORKS neugestaltet.

und helfen somit die Planung der Solaranlagen zu vereinfachen. Zuletzt stand der Kostenvoranschlag für die Erneuerung des Linoleumboden im „Foyer de midi“ der Schule 2000 in Zolwer auf der Tagesordnung. Alle Punkte wurden ohne Einwände von allen Gemeinderäten gestimmt.

ALLGEMEINER BEBAUUNGSPLAN DER GEMEINDE ERST 2014

Die Frist zur Fertigstellung des neuen allgemeinen Bebauungsplans (PAG – plan d’aménagement général) genauso wie zur Überarbeitung des Baureglements (règlements sur les bâtisses, les voies publiques et les sites) der Gemeinde wurde vorläufig um 1 Jahr bis August 2014 verlängert. Da die „plans sectoriels“ noch immer nicht in Kraft getreten sind, können die Gemeinden die ursprüngliche Frist vom 8. August 2013 nicht einhalten. Das Innenministerium hat also daraufhin das dementsprechende Gesetz abgeändert und den Abgabetermin um 2 Jahre zurückgestellt. In der heutigen Sitzung haben die Gemeinderäte erst einmal eine Verlängerung von 1 Jahr gestimmt.

Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP), Präsident der Baukommission, sprach sich in diesem Zusammenhang für eine größere Bürgerbeteiligung aus. Es sei wichtig, die Bürger über die allgemeine Entwicklung der Gemeinde mit einzubeziehen und dies nicht erst zum Schluss wie das Gesetz vorsieht, sondern von Beginn an.

Déi Lénk-Gemeinderat Serge Urbany unterstützte diesen Vorschlag. Die Bevölkerung müsse stärker in die Ausarbeitung des PAG eingebunden werden, da die zukünftige Weiterentwicklung der Gemeinde alle Bürger betrifft und um zu verhindern vor vollendete Tatsachen von Seiten der Regierung zu stehen, seien die Mitbürger die besten Alliierten.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) fand diese Idee lobenswert, wies aber darauf hin, dass der Flächennutzungsplan (PAG) nicht nur bestimmt, was wo gebaut werden darf. In einer Vorstudie (étude préliminaire) seien bereits einige andere aufschlussreiche Elemente angeführt worden, die auch interessant wären in einer öffentlichen Runde zu diskutieren. Allerdings bestünde dabei auch die Gefahr, dass bei solch einer breiten Publikumsdiskussion vorrangig Partikularinteressen besprochen

werden könnten und dann käme man nicht weiter. Er bevorzuge eher eine öffentliche Diskussion in der die Bürger mitreden und Vorschläge unterbreiten können in welche Richtung die Gemeinde sich weiterentwickeln soll, welche Infrastrukturen man in Sanem noch braucht, usw.

NEUE UNTERNEHMEN IN DER AKTIVITÄTSZONE „UM WOELLER“ IN ZOLWER

Anschließend wurden 7 Immobilientransaktionen von den Gemeinderäten behandelt. Hierbei ging es unter anderem um den Ankauf eines Wohnhauses in der rue de la Poste, in dem die „Maison de la laïcité“ und andere Vereinigungen untergebracht werden könnten. Dieser und alle weiteren Kaufverträge wurden einstimmig verabschiedet.

Die grösste Aufmerksamkeit zog bei den Immobilientransaktionen die Implantation der Firmen Ferber Group SA und Bouvy SA in der Aktivitätszone „Um Woeller“ in Zolwer auf sich. Die beiden Unternehmen haben mit der Gemeinde eine Vorvereinbarung unterschrieben, die ihnen die Verpachtung von einer Parzelle in besagter Gewerbezone zusichert.



Die Unternehmen Ferber Group SA und Bouvy SA werden sich in Zolwer niederlassen.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) betonte in diesem Zusammenhang, dass es den Gemeindeverantwortlichen wichtig sei, insbesondere in diesen wirtschaftlich schwierigen Zeiten, Firmen anzusiedeln, die Arbeitsplätze

mit Bestand schaffen und die Niederlassung an Konditionen zu koppeln. Zudem informierte der Bürgermeister, dass man regelmäßig mit anderen interessierten Betrieben in Kontakt sei, die Aufstellung eines Dossiers und die darauffolgende Analyse um akzeptable Projekte zu finden, mehrere Monate in Anspruch nehmen. Mit den beiden heutigen Unternehmen habe die Gemeinde eine gut durchdachte Auswahl vorgenommen. Die Ferber Group SA wird in der Aktivitätszone die Zentrale der 20 Friseursalons ansiedeln. Dies bedeutet im Klaren, dass neben dem Vorratslager, der Personal- und Finanzabteilung, auch ein Ausbildungszentrum für Friseurinnen dort untergebracht wird. Die Firma Bouvy SA ist Lieferant für Aufzüge, Hebebühnen und automatische Türen, usw. und wird mit seinen 20 Angestellten von der Hauptstadt nach Zolwer umziehen.

Beide Punkte wurden von allen Gemeinderatsmitgliedern bewilligt, nur Gemeinderat Serge Urbany (Déi Lénk) sprach seine Enthaltung aus. Er unterstrich hiermit abermals seine Haltung zur Aktivitätszone „Um Woeller“, die dort am falschen Standort stehe.

Im Anschluss daran genehmigte der Gemeinderat wieder einstimmig eine Entscheidung des Sozialamtes, den Verkauf eines Minibusses, einige Subsidien an diverse Vereinigungen und den Restantennetat, der von Gemeindeeinknehmer Gilbert Koster vorgestellt wurde. Insgesamt stehen noch 144.518 € offen, die eingetrieben

werden müssen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) betonte, dass die ausstehenden Beträge ungefähr die gleichen sind wie in den vergangenen Jahren und lobte zum Schluss die Arbeit der „Recette communale“.

PROVISORISCHE SCHULORGANISATION 2013/2014 BEWILLIGT

Ressortschöfin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) stellte danach die provisorische Schulorganisation 2013/2014 vor, die ohne weitere Diskussionen verabschiedet wurde. In den 6 Schulen der Gemeinde werden ab nächstem Schuljahr 1.145 Kinder den Unterricht besuchen. Davon sind 85 Kinder in der Früherziehung (Précoce), 89 Kinder im Kindergarten (Zyklus 1) und 971 Kinder in der Grundschule (Zyklen 2 bis 4) eingeschrieben.

Hervorzuheben bleibt noch die Tatsache, dass in allen Sektionen der Gemeinde ab dem kommenden Schuljahr „Précoce“-Klassen angeboten werden, in denen die Kinder jeden Tag gehen können. Da allerdings in 2 Schulen sich nicht genügend Kinder eingeschrieben haben und das Ministerium solche Klassen erst ab 12 Kindern genehmigt, müssen Sanem und Zolwer-Zentrum zusammengelegt



Alle 4 Ortschaften der Gemeinde haben ab kommenden Schuljahr einen „Précoce“.

werden. Dabei habe man sich entschieden diese Klasse in Sanem einzurichten, weil dann alle 4 Ortschaften über einen „Précoce“ verfügen (in Beles sogar 2 Gruppen, Ehleringen, Sanem und Zolwer Scheierhaff).

Danach entschieden die Gemeinderäte, dass die Gemeindeverwaltung das Jagdlos in Beles für die nächsten Jahre selbst pachtet. Der Gemeinde ging es hierbei hauptsächlich darum, das Allgemeinwohl zu schützen (unter anderem liegt das Naherholungsgebiet Gaalgebirg im 476 Hektar großen Los). Da vom Gemeindepersonal keiner über den erforderlichen Jagdschein verfügt, hat die Gemeinde eine Konvention mit dem Polizeikommissar von Beles vereinbart. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) betonte zum Schluss, dass Treibjagden (Klappjuegd) prinzipiell verboten sind und im Los Beles nur bei absoluter Notwendigkeit gejagt werden wird. Déi Lénk-Rat Serge Urbany enthielt sich bei der Abstimmung.

LOKALER CIGL ZUMINDEST FÜR DIESES JAHR GERETTET

Wie auch das Ministerium, hatte die Gemeinde bisher nur eine Konvention mit dem OPE (Objectif Plein Emploi), die in der vergangenen Sitzung aufgelöst worden war. Auf Empfehlung des Ministeriums (das ebenfalls die gleichen Schritte unternommen hatte), hat die Gemeinde nun eine Vereinbarung mit dem lokalen CIGL (Centre d'Initiative et de Gestion Local) getroffen.

Diese neue Konvention regelt die Relationen zwischen Gemeinde und CIGL bis zum Ende dieses Jahres und soll dem CIGL helfen bis dahin ihre Situation in den Griff zu bekommen. Es handelt sich hierbei hauptsächlich um die finanzielle Partizipation der Gemeinde. Diese Übergangsmaßnahme soll es dem beliebten CIGL erlauben über die Runden zu kommen und bis dahin andere Möglichkeiten zur Weiterführung der Tätigkeiten zu finden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte zudem, dass Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) vergangenen Donnerstag von der Vollversammlung zum neuen Präsident des CIGL genannt wurde. Dieser Punkt wurde sodann einstimmig angenommen.

Anschließend wurden noch mehrere Umänderungen in der Zusammensetzung von beratenden Kommissionen und einige temporäre Verkehrsverordnungen bewilligt.

In Zukunft werden im GECT (Groupement Européen de Coopération Territoriale) Alzette-Belval die Schöffin Myriam Cecchetti (Déi Gréng) in der «Assemblée» und Gemeinderätin Nadine Tornambé-Duchamp (LSAP) im «Bureau» die Gemeinde Sanem vertreten.

In der letzten Rubrik „Verschiedenes“ stellte Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) im Namen ihrer Fraktion insgesamt 4 Fragen an den Schöffenrat.

Bei der ersten Frage handelte es sich um die Verkehrssituation in der rue de France in Beles. Mitte Mai war ein Leserbrief eines Anwohners in einer Tageszeitung zu lesen, in dem vom unerlaubten Durchgangsverkehr von Lastwagen (40 Fahrzeuge pro Tag) die Rede ist. Die CSV fragte also in diesem Zusammenhang ob der Schöffenrat in dieser Angelegenheit proaktiver reagieren könne und Maßnahmen ergreifen könne (z.B. gemeinsam mit der Polizei) um den LKW-Verkehr komplett zu unterbinden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) antwortete, dass der Schöffenrat sich bewusst sei, dass dieses Problem in der rue de France und auch in anderen Straßen vorkomme, wo sich Krafftfahrer nicht an die Gemeindeverordnung halten und zum Beispiel die besagte Straße als Abkürzung nach oder von Frankreich benutzen. Da immer wieder von Nichteinhaltungen des Reglements berichtet wurde, hat der Schöffenrat oftmals Kontrollen mit der lokalen Polizei organisiert. In den vergangenen Monaten (März bis Mitte Juni) wurden insgesamt 19 Kontrollen in der rue de France durchgeführt, bei denen 25 Strafzettel ausgestellt wurden. In der Regel passiert bei jeder Kontrolle nur 1 Lastwagen, wobei nicht ausgeschlossen werden kann, dass die Lastwagenfahrer sich untereinander per Handy oder Funk warnen. Deshalb sei es wichtig, dass die Polizei auch weiterhin regelmäßig 1 bis 2mal die Woche Kontrollen durchführt. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erinnerte daran, dass es allerdings nicht ausgeschlossen werden könne, dass Lastwagen durchs Dorf fahren. Zum einen bringen LKWs Lieferungen für Geschäfte, Privatpersonen, etc. und zum anderen müssen die Baustellen in der Gemeinde beliefert werden. Auf reglementarischer Ebene haben die Gemeindeverantwortlichen alles getan, der Durchgangsverkehr ist für Lastwagen per entsprechendem „arrêté grand-ducal“ verboten. Andere Maßnahmen zur Verkehrsberuhigung (z.B. Rechtsvorfahrt), die die Gemeinde immer wieder vorgeschlagen hatte, wurden von der Straßenverwaltung (Ponts&Chaussées) abgelehnt. Es

wurden allerdings Parkstreifen eingezeichnet, der Straßenverlauf wurde schmaler gemacht, dies hält die LKW-Fahrer jedoch nicht wesentlich davon ab durch die rue de France zu fahren. Die Gemeinde wird aber auch in Zukunft aktiv bleiben und mit der Polizei zusammenarbeiten, dass die bestehende Reglementierung eingehalten wird.



Der Durchgangsverkehr von LKWs wird regelmäßig von der lokalen Polizei kontrolliert.

Bei dem zweiten Anliegen ging es der CSV um die bisherigen Kosten, die im Zusammenhang des Widerstandes gegen die geplante Umgehungsstraße von Niederkerschen (Contournement de Bascharage), ausgegeben wurden. Auf diese Frage antwortete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass man eine definitive Aussage über den Gesamtkostenpunkt in diesem Dossier derzeit nicht machen könnte, da diese Angelegenheit eine laufende ist und man momentan nicht abschätzen kann welche Ausgaben noch auf die Gemeinde zukommen werden. Bislang hat die Ausarbeitung der zusätzlichen Varianten vom Ingenieurbüro Luxplan 24.961 € gekostet. Inwieweit das Angebot der Kommunikationsfirma Dechmann für diverse Dienste (Kreation des Logos, Roll-Ups, Internetseite und Facebook-Seite, weiteres Publicity-Material, etc.) in Höhe von rund 16.000 € ausgeschöpft wird, hängt

von der weiteren Vorgehensweise der Arbeitsgruppe „Contournement“ ab. In punkto Anwaltskosten informierte der Bürgermeister, dass bis dato noch keine Rechnung ausgestellt wurde. Bisher waren es allerdings nur 2 Sitzungen, mündliche Beratungen und Vorbereitung von einzelnen Dokumenten. Diese Kosten liegen aber im Überschaubaren und so lange der Gemeinderat keine Entscheidung trifft, juristische Schritte gegen den Bau der Umgehungsstraße in die Wege zu leiten, wird dieser Ausgabeposten im abschätzbaren Bereich bleiben. Hinzu kommen dann noch die Unkosten, für die Stunden, die das Gemeindepersonal in diesem Dossier gearbeitet hat sowie für das Büromaterial.



Der Widerstand gegen die Umgehungsstraße von Bascharage ist groß.

Danach wollte die CSV-Fraktion noch wissen warum der letzte Schultag der Schule 2000 in Zolwer eigens für den „Zolwer Muart“ von Montag, dem 15. Juli auf Samstag, den 13. Juli verschoben wurde. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass diese Entscheidung zusammen mit der zuständigen Schulinspektorin und dem Lehrpersonal getroffen wurde. Der traditionsreiche Markt wird laut großherzoglichem Reglement immer am 3. Montag des Monats Juli abgehalten. Meistens fällt dieses Datum in die Sommerferien, doch jedes 7. Jahr (dieses Jahr) ist dies nicht der Fall. Da der Markt nicht mehr auf der Place de l'Indépendance stattfindet, sondern seit geraumer Zeit im Hof, im Sportsaal, in der Umgegend der Schule 2000 und die rue de Belvaux gesperrt wird, war dies nicht mit einem normalen Schulunterricht zu vereinbaren. Schlussendlich sei noch erwähnt, dass alle Zolwer Vereine die Möglichkeit haben sich am Markt zu beteiligen. Neben der „Zolwer Musek“ sind auch andere Vereine vertreten, sowie die zahlreichen Stände der auswärtigen Verkäufer.

Die letzte Frage der CSV betraf die probeweise eingeführte Einbahnstraße in der rue Grande-Duchesse Charlotte in Beles. Fraktionssprecherin Nathalie Morgenthaler (CSV) fragte nach den Schlussfolgerungen dieser 6-monatigen Testphase und wie nach der Informationsversammlung am 20. Juni weiterverfahren wird. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte, dass das zuständige Ingenieurbüro vor kurzem dem Schöffenrat die Auswertung der Zählungen vor und während der Testphase (seit dem 1. Juni ist die provisorische Einbahnstraße aufgehoben) präsentiert hat. Diese Ergebnisse seien sehr aufschlussreich über das Verhalten der Autofahrer. Das Resultat der Analyse wird am 20. Juni den betroffenen Anwohnern und den politischen Vertretern vorgestellt um dann gemeinsam

Schlussfolgerungen der Auswertung zu ziehen und zu analysieren welchen Einfluss diese auf die Neugestaltung der rue Grande-Duchesse hat. Wie auch bereits bei anderen Projekten schlug der Schöffenrat vor, nach der Präsentation zusätzliche Arbeitsgruppen mit allen Betroffenen zu gründen, die gemeinsam detaillierte Vorschläge ausarbeiten wie das zukünftige Straßenbild aussehen könnte.

In der geschlossenen Sitzung wurden zum Abschluss noch 4 neue Lehrkräfte für das kommende Schuljahr (Biltgen Laurent, Rosa Claudia, Demuth Anne, Schong Mandy) genannt und Weiten-De Waha Mireille für das Sekretariat des Altenheims REWA (Résidence Op der Waassertrap) gestimmt.



Der provisorische Einbahnstraßen-Test in der rue Grande-Duchesse Charlotte in Beles ist seit dem 1. Juni vorbei.



Commune de Sanem